



LE PROJET DE LOI SUR LES PARTIS EXAMINÉ EN COMMISSION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L'APN

Les nouvelles règles du jeu



SÉGOLÈNE ROYAL L'ÉVOQUE : UN PLAN EN TROIS VOILETS POUR DÉSAMORCER LA CRISE ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE P4



Il prend part à la neuvième édition de DIMDEX **LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE AU QATAR**

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, entame une visite officielle au Qatar pour participer à la DIMDEX-2026 et consolider la coopération militaire bilatérale.



Il entre en scène Le safran, nouvel atout agricole premium

Lancée le 1er septembre dernier sous la supervision des ministres de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Agriculture, la stratégie nationale d'organisation, de développement et de généralisation de la culture du safran poursuit son chemin, et un premier bilan s'impose. Samedi dernier, la directrice centrale à la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) est revenue sur la filière du safran, estimant qu'« elle est en passe de devenir une filière agricole structurée, bénéficiant d'un cadre organisé qui se met en place autour d'importants efforts de recherche et, surtout, d'une stratégie nationale récemment lancée pour développer la culture de l'or rouge, un produit très recherché à l'international ». La professeure Fatma Halouane a souligné, dans une déclaration à l'APS, que la culture de cette plante, dont est extrait le précieux safran, autrefois limitée à de petites exploitations familiales dans plusieurs wilayas, s'inscrit désormais dans une dynamique organisée, donnant déjà des résultats encourageants aux producteurs. La stratégie nationale « Safran DZ », qui vient compléter les cultures stratégiques comme les céréales, les légumineuses et les oléagineux, s'inscrit dans le cadre du développement général de l'agriculture, qui s'est étendu récemment à l'argan. L'objectif des autorités algériennes est de structurer la filière en y intégrant recherche scientifique, innovation et entrepreneuriat. Le safran suscite un intérêt particulier en raison de sa forte valeur ajoutée, de ses vertus nutritionnelles et médicinales, mais aussi de son prix élevé sur les marchés internationaux. En effet, épice la plus chère au monde, son prix varie généralement entre 5 000 et 10 000 dollars le kilo pour les variétés premium, en raison de la rareté de la plante et de la main-d'œuvre intensive nécessaire à sa production. Cette stratégie vise également à intégrer les agriculteurs dans un cadre institutionnel, souligne la responsable du MESRS, qui note l'intérêt croissant pour cette culture, porteuse à terme d'un créneau export potentiel. Dans le cadre de cette stratégie, trois stations pilotes ont été mises en place à Alger, Constantine et Ghardaïa pour tester l'ensemble de la chaîne de production. « À l'ENSA, la cueillette a dépassé les prévisions », s'est félicitée la cheffe du projet Safran DZ au niveau de l'école, Sihem Tellah. En moyenne, 1.700 fleurs ont été récoltées chaque jour sur une dizaine de jours, chaque bulbe produisant jusqu'à cinq fleurs et chaque fleur trois à cinq stigmates, la partie la plus précieuse de la plante. Sur cette base, la cheffe de projet prévoit une production encore plus importante dans les années à venir, grâce à l'effet cumulatif des plantations et à l'amélioration progressive des itinéraires techniques, notamment dans le cadre de la stratégie nationale. L'objectif est de mieux exploiter le potentiel de nombreuses wilayas, telles que Khenchela, Ghardaïa et Tlemcen. Selon le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA), la filière compte aujourd'hui plus de 222 producteurs, avec des exploitations allant de petites parcelles à des champs de 3 à 4 hectares. Le CRSTRA participe actuellement à un projet de recherche sur le safran impliquant des pays européens - Allemagne, Italie, Portugal, Espagne - et l'Algérie. Ce projet euro-méditerranéen (Prima SafranFood) a confirmé la qualité premium du safran algérien, avec un taux élevé de crocine (+19 %), « un résultat équivalent aux standards des meilleurs safrans mondiaux », selon la directrice centrale à la DGRSDT. La professeure Halouane précise que, au-delà de la qualité, ces travaux ont permis de tester l'adaptabilité de la culture aux conditions pédoclimatiques locales. Les essais pilotes montrent que le safran s'acclimate bien au climat des Hauts Plateaux et des zones montagneuses, caractérisées par des hivers froids et des étés secs. Les rendements varient de 2 à 3 kg par hectare en moyenne, pouvant atteindre 5 à 7 kg/ha dans des conditions optimales. Enfin, outre les stigmates, les pétales sont exploités par les laboratoires pharmaceutiques pour la fabrication de médicaments et de produits de soins corporels, et l'école cherche à établir un partenariat avec le groupe Sidal afin de valoriser ces sous-produits.

Y. B.

APPARTENANT AU GROUPE SONATRACH

La raffinerie d'Augusta lance la production commerciale de l'essence E5

La raffinerie italienne d'Augusta, appartenant au groupe Sonatrach, a officiellement lancé la production commerciale de l'essence à l'éthanol (E5), un carburant conforme aux normes européennes les plus récentes.

PAR SALIMA H.

La première cargaison a été expédiée le 14 janvier dernier depuis le terminal portuaire de la raffinerie, marquant ainsi « une étape importante » pour l'activité de Sonatrach Raffineria Italiana (SRI), selon le communiqué publié par la filiale italienne de Sonatrach. La décarbonation progressive des procédés et des produits grâce à l'utilisation de nouvelles matières premières et de technologies innovantes est un des objectifs tracés par l'entreprise. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'avancée notable réalisée par la raffinerie d'Augusta qui vise à proposer des carburants moins polluants, et compatibles avec la majorité des véhicules en circulation en Europe, dans le cadre de la stratégie de transition énergétique. L'E5 permet de réduire les émissions de CO₂ tout en utilisant l'éthanol, une matière première renouvelable, issue de la biomasse. « L'introduction du mélange à l'éthanol, produit à l'usine IMA, dans la région de Trapani, fait partie de la stratégie visant à augmenter

la teneur en composants biologiques dans les carburants automobiles produits par la raffinerie d'Augusta et contribue à la trajectoire de transition énergétique de la société. L'initiative renforce une chaîne d'approvisionnement entièrement sicilienne, renforçant le lien entre le territoire, l'innovation industrielle et la durabilité », souligne l'entreprise basée en Sicile (Italie) Sonatrach Raffineria Italiana (SRI) « s'engage en permanence à associer ses activités de raffinage et de distribution aux besoins environnementaux, économiques et sociaux de la région et de la communauté locales », ajoute la même source. L'usine IMA, située près de Trapani, est spécialisée dans la production de bioéthanol de haute pureté (99,9 %). Elle dispose d'une capacité de 600 m³ par jour et de 36 000 m³ de stockage, avec un terminal directement connecté au port de Trapani pour le transport maritime, via deux pipelines souterrains reliant les réservoirs de stockage au quai maritime. Une configuration qui facilite le transport direct vers la raffine-



rie d'Augusta. Sonatrach Raffineria Italiana (SRI), qui « poursuit son développement en Méditerranée afin de confirmer son rôle d'entreprise fiable et compétitive dans la production et la distribution de produits énergétiques », entend en outre « maintenir son leadership en matière de production et de distribution de produits énergétiques dans la région méditerranéenne », selon les indications portées sur son site Internet. L'entreprise appartenant à Sonatrach est un leader européen dans la production de ba-

ses lubrifiantes, de bitume et de paraffines. Elle opère dans le secteur du raffinage du pétrole brut et assure le stockage et la distribution de produits finis via deux dépôts côtiers à Naples et Palerme, ainsi que le dépôt d'Augusta adjacent à la raffinerie, indique en outre l'entreprise. Elle assure en outre l'approvisionnement de divers secteurs stratégiques de la région méditerranéenne tout en veillant à promouvoir un modèle de développement durable, précise la filiale italienne du groupe Sonatrach. ■

SON PRÉSIDENT POUR L'AFRIQUE DU NORD, DE L'OUEST ET DU CENTRE REÇU PAR MOURAD ADJAL

Huawei souhaite renforcer la coopération énergétique avec l'Algérie

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu, hier, au siège de son ministère, une délégation de Huawei, l'opérateur chinois spécialisé dans les télécommunications et l'électronique grand public, conduite par Li Xin, son président pour la région Afrique du Nord, de l'Ouest et du Centre, selon un communiqué du ministère. Le communiqué précise que la rencontre a porté sur les axes de coopération et de partenariat entre le ministère (via ses instances) et Huawei, notamment pour le développement des technologies dans le domaine de l'énergie et des énergies nouvelles et renouvelables. Au cours de cette rencontre, à laquelle ont assisté plusieurs hauts responsables du ministère, le ministre Mourad Adjal a rappelé la po-



fondeur des relations historiques entre l'Algérie et la Chine, ainsi que la solidité des partenariats économiques, illustrée par la forte présence d'opérateurs chinois dans différents secteurs. Il a souligné l'intérêt de l'Algérie à renforcer ces relations, notamment dans le contexte favorable aux investisseurs étrangers et des nombreuses opportunités offertes, particulièrement dans le secteur de l'énergie et des

énergies renouvelables. Le ministre a également insisté sur l'importance de la formation et du transfert de compétences, priorités pour le secteur, compte tenu de l'expertise chinoise qui a démontré des résultats satisfaisants sur le marché algérien grâce à son sérieux et son engagement dans l'exécution des projets confiés. De son côté, Li Xin a exprimé le fort intérêt de son pays à approfondir les par-

tenariats avec l'Algérie, saluant les opportunités offertes aux partenaires étrangers et affirmant la volonté de Huawei d'y jouer un rôle actif. Il a particulièrement insisté sur l'accompagnement de l'Algérie dans le développement des usages technologiques dans le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables, ainsi que sur la bonne exécution du programme de transformation énergétique. Pour conclure, il a été convenu d'organiser une réunion conjointe entre les experts du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables et ceux de Huawei, afin d'étudier les propositions de l'opérateur chinois. Cette étude permettra de définir les axes prioritaires du partenariat et de prendre les décisions appropriées pour encadrer le projet de coopération. R.E.

L'EXPRESS

Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA.COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

PROGRÈS SOCIAL AU MAGHREB

L'Algérie en tête



L'Algérie se hisse en tête des pays du Maghreb dans l'édition 2026 du Social Progress Index, avec un score de 67,62/100 et une 79e place mondiale sur 171 pays. Portée par la solidité de ses services essentiels, elle devance la Tunisie et le Maroc, tout en affichant des marges de progression sur les opportunités, la qualité du bien-être et la modernisation des services publics.

PAR KARIMA BABA AISSA

L'Algérie arrive en tête des pays du Maghreb dans l'édition 2026 du Social Progress Index (SPI), avec un score global de 67,62 points sur 100, se classant 79e sur 171 pays. Elle devance la Tunisie, créditée de 66,53 points (89e), et le Maroc, qui obtient 63,19 points (99e), selon les fiches pays du classement international. Conçu pour mesurer le progrès social indépendamment du seul niveau de revenu, le SPI repose sur une série d'indicateurs de résultats regroupés en trois grands piliers : les besoins humains de base, les fondations du bien-être et les opportunités. À l'échelle régionale, la position de l'Algérie s'explique principalement par la robustesse de ses services essentiels. Sur le premier pilier, celui des besoins humains de base, l'Algérie enregistre un score de 85,37 points, la plaçant au 53e rang mondial. Ce niveau est nettement supérieur à celui de la Tunisie (79,64 – 90e) et du Maroc (81,30 – 80e). Les indicateurs détaillés font apparaître des résultats maximaux sur plusieurs dimensions clés : l'accès à l'électricité, noté 100/100 (1er rang), et la sous-alimentation chronique, également évaluée à 100/100 (1er rang). L'accès à l'eau et à l'assainissement atteint 83,74 points (52e rang), confirmant un socle de services de base relativement solide à l'échelle internationale. Le logement constitue également un point d'appui avec 89,91 points (37e rang), même si l'indice souligne, à travers un indicateur de perception, que la question de l'accessibilité financière demeure sensible pour une partie des ménages. En agrégeant l'ensemble des dimensions, l'Algérie se positionne ainsi en tête du trio Algérie-Tunisie-Maroc. Cette performance se reflète également dans la comparaison continentale. Le communiqué de l'édition 2026 cite, à titre de repères, l'Afrique du Sud (91e), le Nigeria (137e) et l'Éthiopie (151e), situant l'Algérie devant plusieurs pays majeurs du continent africain dans la hiérarchie globale de l'indice. Le deuxième pilier, celui des fondations du bien-être, place l'Algérie dans une zone intermédiaire, avec un score de 65,36 points (88e rang), là encore supérieur à celui de la Tunisie (63,51 – 98e) et du Maroc (58,46 – 113e).

La connectivité ressort comme un facteur favorable, l'indicateur relatif aux utilisateurs de téléphonie mobile atteint 100/100 (1er rang), traduisant une diffusion quasi universelle des usages. À l'inverse, l'indice met en évidence une faiblesse persistante sur les services publics en ligne, avec un Online Services Index bas dans la fiche algérienne, renvoyant aux enjeux de digitalisation administrative et d'amélioration de la relation usager. Sur le plan de la santé, l'Algérie obtient 58,80 points (70e rang), un niveau intermédiaire qui signale à la fois l'existence d'un socle et des marges d'amélioration en matière de qualité et d'équité. Le troisième pilier, celui des opportunités, apparaît comme le plus déterminant pour les évolutions futures de classement. Il recouvre les questions de libertés individuelles, d'inclusion sociale et d'accès à l'éducation avancée. Sur cette dimension, l'Algérie affiche un score de 52,12 points (97e rang), supérieur à celui du Maroc (49,80 – 108e), mais inférieur à celui de la Tunisie (56,44 – 76e). À l'échelle internationale, le SPI 2026 place la Norvège en tête du classement mondial (1re place), offrant un point de comparaison sur le niveau atteint par les pays les plus avancés en matière de progrès social. Sans transposer mécaniquement des modèles très différents, l'indice rappelle que les meilleures performances reposent sur une combinaison durable entre efficacité des services publics, qualité de vie et capacité à transformer la croissance économique en bien-être mesurable. Sur le plan méthodologique, le Social Progress Index s'appuie sur un cadre structuré et transparent. Il a fait l'objet d'un audit statistique du Joint Research Centre (JRC) de la Commission européenne et sert de base à un indice régional utilisé en Europe comme outil complémentaire d'analyse du progrès social. Comme tout classement composite, ses résultats restent toutefois sensibles aux choix de pondération, à la disponibilité des données et aux écarts de couverture statistique. Les résultats de l'édition 2026 dessinent ainsi pour l'Algérie un profil marqué par la solidité des besoins de base, un avantage comparatif au Maghreb et une position africaine compétitive. Les leviers de progression apparaissent principalement du côté des opportunités, de la modernisation des services et de l'amélioration qualitative

Éditorial

L'EXPRESS

Quand le progrès social prime

PAR MEROUANE KORSO

Les indicateurs sont dans le vert pour la question de l'amélioration de la qualité de vie et le progrès social en Algérie, qui a franchi plusieurs paliers ces dernières années en matière d'accès aux services de base. Certes, cela n'est pas une nouveauté, sauf peut-être pour les amateurs de chiffres et de statistiques qui, dans les organisations internationales, s'amusent à comparer le niveau de vie dans le monde par rapport à leurs standards propres. Il est fort utile de rappeler ici qu'en matière de niveau de vie, d'accès aux services de base et de réponse à la demande sociale en termes de logement, d'accès à l'eau potable, de viabilisation des routes de montagnes ou d'accès à l'électricité et le gaz est une question qui ne se pose plus en Algérie. Contrairement à certains pays voisins, et surtout en Afrique. Si la demande sociale actuelle a son curseur sur le logement avec des programmes intenses à travers plusieurs formules dont la populaire location-vente (AADL), l'Algérie est l'un des rares pays, sinon le seul, avec des standards internationaux sinon mieux que beaucoup de pays européens, dans l'accès au gaz de ville en zone urbaine et rurale, et même dans les zones éparses. Avec les efforts colossaux de Sonelgaz, le pays est couvert à 97-99 % en termes d'accès au gaz de ville, avec un taux de 100% dans les zones urbaines. Pour l'électricité, le taux est de 100%. Des indicateurs de niveau de vie qui, dans l'Algérie d'aujourd'hui, illustrent les bienfaits d'un progrès social inexistant dans plusieurs pays d'Afrique, et même au Maghreb, le Maroc n'ayant pas le gaz de ville dans les foyers, dont les habitants se chauffent encore en milieu urbain et rural au butane et au bois de coupe. La qualité de vie est devenue par ailleurs un des éléments les plus marquants de la politique sociale des gouvernements successifs, avec un budget conséquent dans les lois de finances depuis des décennies, depuis l'indépendance en fait. Des budgets colossaux pour la santé, l'habitat, l'éducation, l'énergie, l'hydraulique, l'AEP ou les routes et les VRD (voirie-réseaux divers) ou le "tout à l'égout" de plusieurs milliards de dollars annuellement font que l'Algérie est parmi les pays à fort niveau de vie et d'accès aux services sociaux de base. La loi de finances 2026 alloue d'ailleurs près de 6.000 milliards de dinars aux transferts sociaux. C'est dire le poids et la priorité accordée à ce volet dans la politique sociale de l'Algérie. Le gaz de ville et l'électricité, s'ils sont chose banale dans les villes et les campagnes algériennes, ne le sont pas au Maghreb, encore moins en Afrique. Mieux, l'Algérie a énormément investi durant ces dix dernières années dans les énergies renouvelables, dont l'énergie solaire, et vise au moins 37% de la capacité installée d'ici à 2030, avec des projets majeurs comme le programme Solar 1000. En fait, l'Algérie assure son autosuffisance et exporte même vers la Tunisie, malgré une demande en hausse. Dès lors, il n'est pas étonnant que le pays se positionne, selon le Social Progress Index (SPI) 2026, en tête du Maghreb avec un score de 67,62/100 et la 79e place sur 171 pays, devant la Tunisie (66,53 – 89e) et le Maroc (63,19 – 99e). Cet indice, qui évalue le progrès social au-delà du PIB, repose sur trois piliers : les besoins de base, les fondations du bien-être et les opportunités. Selon cet indice, l'Algérie se démarque par rapport à ses voisins et les pays africains dans les besoins fondamentaux, avec un accès à l'électricité et à l'alimentation noté 100/100, et de bons résultats en logement et assainissement. Sur l'indice du bien-être, l'Algérie conserve une position médiane, soutenue par une connectivité élevée et une utilisation massive de la téléphonie mobile. Enfin, l'accès aux opportunités, incluant l'éducation avancée et l'inclusion, reste une marge de progression, tout en plaçant le pays devant le Maroc. Cette performance reflète la solidité des services essentiels et la compétitivité de l'Algérie à l'échelle africaine, tout en mettant en lumière les axes d'amélioration pour renforcer la qualité de vie et l'accès aux services modernes. Dans le détail, le premier point fort de l'Algérie porte sur les fondamentaux et la satisfaction des besoins humains de base, et obtient la note de 85,37 points (53e rang), nettement devant la Tunisie (79,64 – 90e) et du Maroc (81,30 – 80e). Sur l'eau et l'assainissement, l'Algérie affiche 83,74 points (rang 52), confirmant un socle d'accès aux services de base assez solide à l'échelle internationale. Le logement ressort également comme un point d'appui (89,91 – rang 37e), même si l'indice signale aussi, via un indicateur de perception, que la question de l'accessibilité financière peut rester un sujet vécu par une partie des ménages. Ces résultats donnent un angle clair pour la comparaison régionale. En agrégeant l'ensemble des dimensions, l'Algérie arrive en tête du trio Algérie-Tunisie-Maroc dans le score global, une position portée par la solidité des services essentiels. En comparaison du trio maghrébin, l'Afrique du Sud est 91e, le Nigeria 137e et l'Éthiopie 151e, ce qui situe l'Algérie (79e) devant plusieurs pays majeurs du continent dans la hiérarchie globale de l'indice. Enfin, l'Algérie a des notes solides sur l'éducation et la mobilité sociale, devant le Maroc d'ailleurs, et ses marges de progression restent encore énormes, selon l'indice. Le pays a par ailleurs d'importantes ressources humaines, techniques, financières et organisationnelles, outre son potentiel économique et ses infrastructures, pour progresser encore plus dans l'offre de services de base performants, et améliorer dans la foulée davantage la qualité de vie et le progrès social. Même si, au-delà des chiffres et des comparaisons, le SPI reste un indice à prendre avec précaution, il est indéniable que l'Algérie, dans le chapitre social (santé, éducation, habitat, transports, AEP), a franchi des étapes importantes dans l'amélioration de la qualité de vie et du progrès social pour atteindre les standards internationaux.

LE PROJET DE LOI SUR LES PARTIS EXAMINÉ EN COMMISSION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L'APN

Les nouvelles règles du jeu

Said Sayoud a souligné que le projet dont il est question « s'appuie sur les principes de la révision constitutionnelle de 2020 », garantit la transparence et la démocratie et fait des partis des moteurs du changement ».

PAR HAKIM H.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, a affirmé hier que le projet de loi relatif aux partis politiques vise à réorganiser la pratique politique sur des bases constitutionnelles et institutionnelles plus efficaces, faisant des partis un pilier essentiel pour construire des institutions solides. Lors d'une présentation devant la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN, il a expliqué que ce texte vise à « réorganiser la pratique politique de manière plus efficace, faisant des partis politiques des acteurs crédibles et essentiels pour consolider l'État de droit et renforcer la stabilité du pays ». Composé de 95 à 97 articles, le projet de loi a été élaboré en tenant compte des remarques et revendications des différentes formations politiques, comme l'avait assuré le président de la République. Ces contributions visent à adapter la législation aux réalités actuelles et aux exigences constitutionnelles. L'un des points centraux du texte concerne la limitation du nombre de mandats pour les dirigeants de partis (président, bureau, conseil ou secrétariat). Bien que certains partis aient plaidé pour une autonomie dans la gestion de cette question, le projet de loi a finalement opté pour une généralisation de cette limitation, en cohérence avec les principes constitutionnels. Cette mesure s'inscrit dans une volonté de renouvellement et de démocratisation interne des forma-



tions politiques. Autre innovation majeure : le renforcement des mécanismes de contrôle du financement des partis. L'objectif est d'éliminer tout risque de financement occulte ou illégal, en instaurant des obligations strictes de transparence et de reddition de comptes. Cette disposition répond à une préoccupation croissante quant à l'intégrité et la crédibilité des acteurs politiques. Le projet de loi introduit également des exigences plus strictes en matière d'ancrage territorial. Pour obtenir

ou conserver leur agrément, les partis devront désormais justifier d'une représentation dans au moins la moitié des 69 wilayas du pays. Par ailleurs, les formations qui s'abstiendront de participer à deux ou trois élections consécutives s'exposeront à une dissolution automatique, une mesure destinée à assainir la scène politique et à encourager l'engagement citoyen. Ce texte, qui remplace la loi organique n° 12-04 en vigueur depuis plus de dix ans, s'inscrit dans une dynamique de ré-

forme globale du système politique algérien. Il vise à renforcer le rôle des partis en tant qu'institutions constitutionnelles, tout en garantissant leur contribution effective à la gestion des affaires publiques, tant au niveau national que local. Alors que le débat parlementaire s'annonce riche, ce projet de loi pourrait bien redéfinir les règles du jeu politique en Algérie, en promouvant davantage de transparence, de responsabilité et de proximité avec les citoyens. ■

SÉGOLÈNE ROYAL L'ÉVOQUE :

Un plan en trois volets pour désamorcer la crise entre la France et l'Algérie



Ségolène Royal a fait sa première sortie publique en tant que présidente de l'Association France-Algérie (AFA), un mois après avoir succédé à Arnaud Montebourg. Devant un parterre d'invités à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) à Paris, lors de l'événement « Demain, la France et l'Algérie », l'ancienne candidate socialiste à la présidentielle de 2007 a dévoilé un plan en trois points pour sortir de la crise inédite qui mine les

relations franco-algériennes depuis juillet 2024.

Résoudre le « problème de mémoire »

Pour l'ancienne ministre, la clé réside dans la résolution du litige mémoriel. Elle rejette fermement le concept de « rente mémorielle » brandi par les droites françaises, qu'elle qualifie de « manière comode de légitimer la parole des

blessés de l'histoire ». « La mémoire des violences coloniales n'est pas un calcul ou un intérêt, c'est un droit de reconnaissance de faits établis et documentés », a-t-elle lancé. Certaines blessures, comme les crimes de la colonisation, « n'ont pas été nommées totalement, ni réparées, ni excusées ». Cette reconnaissance, insiste-t-elle, forge un « socle commun » pour un « plus jamais ça » et ouvre la voie à des projets communs « joyeux et enthousiasmants ». Royal appelle à « abattre les murs pour construire des passerelles de savoir et de respect » via le dialogue entre étudiants, entrepreneurs, chercheurs, artistes et autres acteurs.

Restituer biens, dépouilles et archives

Deuxième pilier de son plan : la restitution immédiate des biens culturels algériens, des dépouilles de résistants et des crânes. « Pour l'Algérie, il faut restituer, il faut tout rendre », martèle-t-elle, en soutenant celles et ceux qui agissent en ce sens. Elle cite l'exemple du Cercle Émir Abdelkader, dont le président,

Rafik Temghari, était présent. Royal révèle avoir contacté le musée de Chantilly pour récupérer la tente, le sabre, le fusil et d'autres objets de cette figure emblématique de la résistance algérienne du XIXe siècle, exposés au musée Condé. Elle s'engage aussi pour le canon Baba Merzoug, à Brest : « Je vais voir cela avec le maire pour que ce soit fait dans les meilleurs délais ».

Lever le voile sur les essais nucléaires

Enfin, elle exige la transmission à l'Algérie des archives sur les essais nucléaires français dans le Sahara des années 1960, avec un bilan complet des contaminations et des mesures de dépollution. « Voilà une belle opportunité de développer des entreprises sur la transition énergétique et la propreté environnementale », plaide-t-elle, en mobilisant spécialistes français et algériens. Engagée et rassurante, Ségolène Royal promet de tout faire pour avancer sur ces fronts. Son intervention marque un tournant pour l'AFA et les relations bilatérales. H. H.

Délégation du Polisario aux États-Unis

Des contacts diplomatiques exploratoires sur le Sahara occidental

Le site ECSaharai a rapporté samedi qu'une délégation du Front Polisario se rendrait aux États-Unis pour engager des contacts diplomatiques liés au conflit du Sahara occidental. Ces rencontres s'inscriraient dans une phase d'échanges et de consultations exploratoires sur les possibles voies politiques, sans qu'aucune convocation formelle à des négociations ni calendrier précis sous l'égide des Nations unies n'ait encore été annoncée. D'après ECSaharai, la délégation est composée des figures suivantes : Mohamed Salem Ould Salek, chef de la délégation de négociation, Mohamed Yeslem Beisat, ministre des Affaires étrangères sahraoui, Sidi Mohamed Omar, représentant du Front Polisario à New York en tant que chef technique, Fatma Mehdi, ministre de la Coopération de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), et Mouloud Said, représentant du Front Polisario à Washington. Ces initiatives surviennent dans un contexte de regain d'intérêt international pour la question du Sahara occidental, après une période marquée par un blocage du processus politique. Cependant, aucune annonce officielle ou modification du cadre de dialogue établi n'a encore été communiquée. Ces actions semblent donc s'inscrire dans le cadre habituel des démarches diplomatiques préliminaires. Certaines sources diplomatiques ont toutefois exprimé des réserves concernant la portée et la légitimité de ces contacts s'ils sont organisés en dehors du processus encadré par les Nations unies, qui demeure une référence internationale pour le règlement du conflit. Des initiatives externes, notamment si elles répondent à des intérêts spécifiques comme ceux des États-Unis, pourraient être accueillies avec prudence. En attendant des confirmations officielles, il est utile de rappeler que le cadre piloté par l'ONU reste le chemin reconnu pour parvenir à une solution politique respectant le droit international. H. H.

Il prend part à la neuvième édition de DIMDEX

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha en visite au Qatar

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et Chef d'État-major de l'Armée nationale populaire, a entamé hier une visite officielle au Qatar pour participer à la 9^e édition de l'Exposition et de la Conférence internationale de Doha sur la défense maritime (DIMDEX-2026), indique un communiqué du ministère de la Défense. Cette visite a lieu à l'invitation du Général de Corps d'Armée Jassim Ben Mohammed Al Mannai, Chef d'État-major des Forces armées qataries. Au cours de son séjour, le Général d'Armée Saïd Chanegriha mènera des entretiens avec les autorités qataries afin d'explorer les moyens de renforcer la coopération militaire bilatérale, précise le ministère. R. N.

FORMATION PROFESSIONNELLE

1 217 conseillers en formation pour moderniser l'accompagnement des jeunes vers l'emploi

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a lancé hier la session nationale de formation au profit des conseillers en orientation, évaluation et insertion professionnelles. « Face aux enjeux contemporains, marqués par des mutations technologiques rapides et la transformation des métiers, il devient impératif d'actualiser nos outils, de moderniser nos cursus et de renforcer nos capacités d'encadrement et de suivi », a indiqué la ministre de tutelle, Nassima Arhab.

PAR MERIEM K.

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a supervisé, depuis l'Institut de la formation et de l'enseignement professionnels Kassi-Tahar à El Biar, le lancement de la session nationale de formation au profit des conseillers en orientation, évaluation et insertion professionnelles. Une session qui s'est déroulée par visioconférence, avec la participation des conseillers du secteur issus de l'ensemble des wilayas du pays. Organisée sous le thème « Les compétences modernes des conseillers en orientation, évaluation et insertion professionnelles pour accompagner les évolutions du marché du travail », cette session s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à renforcer les compétences des ressources humaines et à moderniser les mécanismes d'orientation, d'évaluation et d'insertion professionnelle, en adéquation avec les mutations économiques et technologiques ainsi que les exigences du marché national de l'emploi. Ces derniers constituent « un maillon essentiel » du système de formation et d'enseignement professionnels, de par leur « rôle central » dans l'accompagnement des jeunes, leur orientation vers les parcours de formation adaptés, l'évaluation de leurs acquis professionnels, l'amélioration de leur employabilité et le renforcement de l'adéquation entre le système de formation et les besoins du marché du travail, a énuméré entre autres la mi-



nistre lors de son allocution. Pour elle, face aux enjeux contemporains, marqués par des mutations technologiques rapides et la transformation des métiers, « il devient impératif d'actualiser nos outils, de moderniser nos cursus et de renforcer nos capacités d'encadrement et de suivi ». Au total, 1 217 conseillers en orientation, évaluation et insertion professionnelles, répartis à travers les différentes wilayas du pays, bénéficient de cette formation. Cette session vient compléter les programmes de formation précédemment lancés par le secteur, notamment les programmes de formation des for-

mateurs, dans le cadre d'une approche progressive et intégrée visant à développer le système de la formation et de l'enseignement professionnels et à améliorer la qualité de l'encadrement et de l'accompagnement professionnels à tous les niveaux. La session de formation aborde plusieurs axes liés à la modernisation des outils d'orientation professionnelle, au développement des méthodes d'évaluation et au renforcement des mécanismes d'insertion professionnelle durable, permettant ainsi d'unifier les approches professionnelles à l'échelle nationale et d'améliorer l'efficacité de l'accompagne-

ment des stagiaires et des demandeurs d'emploi. Dans ce contexte, l'apprentissage (formation par alternance) constitue l'un des choix stratégiques du secteur, en tant que mécanisme efficace de liaison entre la formation et le marché du travail, à travers la combinaison de la formation théorique au sein des établissements de formation et de l'application pratique dans les entreprises économiques. « L'apprentissage occupe une place centrale au sein de la politique du secteur, en tant que mécanisme stratégique pour lier la formation au marché du travail et renforcer l'employabilité des jeunes », a dit la ministre. Cette approche contribue à doter les apprenants de compétences professionnelles concrètes, en adéquation avec les exigences des métiers actuels et émergents. Le ministère accorde également une importance particulière au rôle des conseillers en orientation dans l'accompagnement des apprentis, le suivi de leurs parcours de formation et l'évaluation de leurs acquis, contribuant ainsi à leur insertion professionnelle effective et durable et renforçant la confiance des jeunes dans le système de la formation et de l'enseignement professionnels. Cette session de formation illustre enfin l'orientation du secteur vers l'ancrage d'une culture de la qualité, de l'égalité des chances, du lien entre formation et emploi et de la valorisation du capital humain, en cohérence avec les objectifs nationaux de développement économique et social. ■

« Diplôme-Start-up, Diplôme-Projet innovant »
L'ESSB d'Oran enregistre 51 projets



L'École supérieure des sciences biologiques d'Oran (ESSBO) a enregistré pour l'année universitaire précédente 51 projets de fin d'études, dans le cadre de l'arrêté ministériel 12-75 concernant le mécanisme « Diplôme-Start-up, Diplôme-Projet innovant », a indiqué à l'APS Messaoui Hayat, directrice de l'incubateur. Cet arrêté, mis en œuvre depuis 2022, a ouvert la voie à des projets de fin d'études pour les étudiants axés sur la création d'entreprises émergentes ou économiques, intégrant des idées innovantes ou la création de start-up ou de petites entreprises au lieu de mémoires classiques, a expliqué Messaoui. Les projets, dans ce cadre, varient entre le développement d'applications et de services numériques, des solutions techniques ou des modèles d'affaires innovants, sachant que l'arrêté encourage l'innovation et l'entrepreneuriat étudiant, avec des mécanismes de soutien via des incubateurs d'entreprises universitaires et leur transformation en brevets, ce qui sert l'économie nationale, a-t-elle souligné. Depuis le début de l'application de l'arrêté 12-75, l'ESSBO a enregistré 62 projets de fin d'études, tandis que l'année universitaire précédente a connu un grand engouement de la part des étudiants, concrétisé par 51 projets dans diverses spécialités des sciences biologiques, ajoute la même intervenante. Quatre projets ont obtenu le label « Projet innovant » décerné par le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Petites entreprises, en attendant de passer à la prochaine étape qui est de demander le label « Start », selon la même responsable. Les projets innovants labellisés couvrent divers domaines et spécialités des sciences biologiques tels que la biologie moléculaire, l'agriculture et la bioremédiation, ainsi que des projets communs avec l'intelligence artificielle, a-t-elle ajouté.

Le rôle clé des communes dans le développement local célébré



Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, les walis de la République ont présidé hier la célébration de la Journée nationale de la commune dans différentes wilayas du pays. Ces événements se sont déroulés

dans une ambiance « festive et particulière, reflétant le rôle central de la commune en tant que base fondamentale du développement local et d'outil efficace pour la mise en œuvre de la politique de décentralisation », indique le communiqué. Le communiqué ajoute que cette occasion a été marquée par la présence des autorités locales, des élus, des cadres du secteur et des représentants de la société civile. Les efforts déployés pour améliorer la qualité des services publics et renforcer la gouvernance locale ont été mis en

avant, parallèlement à l'hommage rendu aux cadres et aux employés des communes, en reconnaissance de leur dévouement et de leur engagement au service des citoyens. À cette occasion, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a réaffirmé son « engagement à continuer de soutenir les collectivités locales et à renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles afin de mettre en place des communes modernes, efficaces et proches des attentes des citoyens », conclut le communiqué. ■

Prévention des accidents dus au gaz Le ministère de l'Intérieur rappelle les consignes

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a, dans un communiqué rendu public hier, rappelé aux citoyens les consignes et les mesures de prévention à suivre pour prévenir les accidents pouvant survenir suite à une fuite du gaz de monoxyde de carbone. Le ministère de l'Intérieur

recommande aux citoyens « d'installer un détecteur de monoxyde de carbone dans leurs maisons, notamment près des appareils de chauffage et des chauffe-eau, de veiller à l'entretien périodique de tous les équipements à gaz et de maintenir libres les conduits d'aération dans les salles de bain et

les pièces ». Le ministère recommande, par ailleurs, « d'éteindre les chauffe-eau après leur utilisation », soulignant qu'en cas de mal de tête soudain, de vertiges, de nausées ou de difficultés respiratoires, « il faut immédiatement sortir à l'air libre et appeler la Protection civile ».



SEMAINE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT 2025

L'Algérie classée à la première place mondiale en termes de nombre d'activités

Bonne nouvelle pour les entreprises algériennes. L'Algérie s'est classée première au niveau mondial en nombre d'activités organisées lors de la 17^e édition de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat 2025, selon le Réseau mondial de l'entrepreneuriat (GEN).

PAR INÈS B.

« Cette performance est l'aboutissement de la participation algérienne à la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, placée sous le patronage du Premier ministre et qui a connu une large mobilisation des différents acteurs de l'écosystème entrepreneurial national, notamment les ministères, les organismes d'accompagnement et de conseil, les startups et microentreprises, ainsi que les partenaires nationaux et internationaux », a indiqué hier le ministère de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Microentreprises dans sa page officielle Facebook. Cette édition a démontré la forte mobilisation nationale, reflétant l'intérêt croissant pour l'entrepreneuriat et incarnant parfaitement son slogan : « Ensemble, nous construisons. » Pour rappel, la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (GEW) 2025 s'est déroulée du 17 au 23 novembre 2025, avec une forte mobilisation des universités (Tlemcen, Béjaïa, ENSSMAL) organisant des ateliers, des formations et des événements pour encourager étudiants et jeunes porteurs de projets, sous le thème de la collaboration et de la construction de l'avenir, l'Algérie visant à se classer première mondialement en nombre d'activités. Cette manifestation, qui s'est tenue à travers plusieurs wilayas, a été marquée par l'organisation de conférences spécialisées, d'ateliers de formation, ainsi que de rencontres entre entrepreneurs et acteurs économiques pour l'échange d'expertises et ce, au niveau de plusieurs établissements, dont les établissements universitaires, les instituts et centres de formation professionnelle, les instituts et directions de l'agriculture, les centres d'in-



novation de wilaya, les incubateurs d'entreprises universitaires et privés, les centres de développement de l'entrepreneuriat, les directions de la Jeunesse, ainsi que les centres culturels. Placée sous le slogan « Ensemble pour bâtir », la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat visait à développer les capacités et compétences entrepreneuriales chez les jeunes, notamment les étudiants, en les motivant et en leur offrant des contenus pouvant les aider à transformer leurs idées en projets. Lors de la cérémonie de lancement, la directrice générale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Souad Bendjemil, a présenté un exposé sur les activités de l'ANGEM, indiquant que l'agence avait lancé récemment un concours national du meilleur projet, créé par l'agence, dans le domaine agricole. Les objectifs visés à travers cet événement concernaient la stimulation de l'innovation et du développement économique, la connexion

des étudiants et chercheurs avec des experts, le soutien des projets entrepreneuriaux, notamment dans l'économie bleue et numérique, et le positionnement de l'Algérie en tête des pays en termes de participation et d'activités. Notons que le Réseau mondial de l'entrepreneuriat (Global Entrepreneurship Network – GEN) est une organisation mondiale qui facilite la création et la croissance d'entreprises dans plus de 200 pays, en connectant fondateurs, investisseurs, décideurs et leaders d'écosystèmes pour stimuler les écosystèmes entrepreneuriaux locaux et nationaux. Il organise des événements majeurs comme la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (GEW) et le Congrès mondial de l'entrepreneuriat (GEC), et propose des programmes comme la Coupe du monde de l'entrepreneuriat (EWC) pour soutenir les entrepreneurs à toutes les étapes de leur développement.

I.B.



HYDRAULIQUE

Des instructions fermes pour intégrer les technologies modernes

Le ministre de l'Hydraulique, samedi à Batna, sur la « nécessité d'intégrer les techniques modernes, notamment le traitement tertiaire » dans tous les projets de réalisation de stations d'épuration des eaux usées, selon l'APS. Le ministre, qui venait d'écouter, dans la commune de Chemora, aux côtés du wali, Riadh Benhmed, un exposé sur la situation de son secteur dans la wilaya de Batna, a précisé que l'opération « s'inscrit dans le cadre de la valorisation et de la réutilisation des eaux épurées, la technique de traitement tertiaire permettant d'étendre l'irrigation agricole à toutes les cultures, y compris les légumes, au lieu de la confiner aux céréales et à l'arboriculture ». Le ministre a affirmé qu'il était « d'autant plus nécessaire et opportun de valoriser et de réutiliser les eaux usées traitées qu'un arsenal juridique existe, dans le Journal officiel, pour régir l'utilisation de ces eaux ». Il a ajouté que des instructions dans ce sens seront signifiées à tous les directeurs de wilaya des ressources en eau pour qu'ils s'engagent à intégrer les technologies modernes, y compris le traitement tertiaire, s'agissant des projets de construction des stations d'épuration. Après avoir reçu des explications sur le projet de mise en place de la conduite de transfert des eaux du barrage de Beni Haroun (Mila) vers le barrage de Koudiat Lamdouar, à Timgad (Batna) via la station de pompage d'Aïn Kercha (Oum El Bouaghi), où les travaux sont en cours, le ministre a instruit les responsables concernés à l'effet de respecter les délais de livraison de la 2^e tranche des travaux de renouvellement de la première conduite. M. Derbal a ensuite inspecté le projet d'extension de la station de traitement du barrage de Koudiat Lamdouar, où il a insisté sur la nécessité d'un suivi rigoureux des travaux d'extension ou de réhabilitation, ainsi que sur le respect des normes de qualité, afin d'atteindre les objectifs visés, à savoir la mobilisation d'un volume plus important d'eau pour renforcer l'alimentation des populations en eau potable.

19^e SALON NATIONAL DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT

40 exposants au rendez-vous

La 19^e édition du Salon national de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat s'est ouverte samedi au palais des expositions Maabouda de Sétif avec la participation de 40 exposants des deux secteurs public et privé de plusieurs wilayas du pays. Dans une déclaration à l'APS, le commissaire de la manifestation, Rabah Feraga, a indiqué que cette édition qui se poursuit jusqu'au 19 janvier courant est organisée par une société privée spécialisée dans l'organisation des expositions en coordination avec l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) relevant du ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sous l'égide de ce ministère et du wali de Sétif, sous le slogan « les compétences de l'Est du pays au service de l'industrie nationale ». Selon la même source, la manifestation est une opportunité pour les entreprises économiques participantes offrant des emplois de se rapprocher des demandeurs de travail et de communiquer directement avec eux sur les profils des postes et les compétences des candidats. Il a également fait part que cet événement verra la tenue d'ateliers de formation des jeunes et des étudiants encadrés par des spécialistes sur notamment la recherche

d'emploi, la rédaction de CV, la conduite des entrevues de recrutement ainsi qu'un concours intitulé « le jour du challenge » sur le meilleur plan pour transformer une idée en une start-up. De son côté, le directeur central de la communication à la direction générale de l'Algérienne des eaux (ADE), Mohamed Soltani, a indiqué que la participation de l'ADE au salon vise à en présenter l'activité à l'échelle nationale et à rencontrer les chercheurs d'emplois parmi les diplômés universitaires pour, a-t-il affirmé, « dénicher les oiseaux rares » dans certaines spécialités dont le contentieux, la chimie, la biologie, l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique ».

L'or et l'argent en route vers de nouveaux sommets

La fièvre de l'or et de l'argent ne semble pas près de s'arrêter tant le métal jaune rassure et tant le gris, « l'or du pauvre », révèle son rôle stratégique dans l'industrie. Plus de 65 % de hausse en 2025 pour l'or en dollars (plus de 45 % en euros) et 147 % pour l'argent en dollars. Les métaux précieux volent de record en record. L'or a dépassé 4600 dollars en ce début janvier (près de 4000 euros). Certains le voient s'envoler vers 5000 dollars l'once d'ici la fin de l'année, selon le site Capital.

L'argent, souvent qualifié d'« or du pauvre », flambe plus encore. En hausse de près de 25 % depuis le début de l'année, il dépassait 90 dollars l'once (78 euros) ce 14 janvier. Et pour cause, la Chine a annoncé sa volonté d'en contrôler les exportations à l'instar des métaux industriels critiques à partir de ce premier janvier : « c'est 13 % de l'offre d'argent au niveau mondial qui pourraient devenir inaccessibles », souligne Christophe Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Une configuration qui rappelle des précé-

dents historiques. « L'or avait atteint un sommet de 850 dollars en janvier 1980, soit 3 500 dollars, une fois ajusté de l'inflation », souligne Nicolas Cracco, directeur général de Gold Avenue. Avant de perdre près de 45 % de sa valeur en cinq ans. « Il aura fallu attendre 2025 pour que le record de l'or, vieux de 45 ans, soit enfin dépassé en termes réels », admet Nicolas Cracco. Les investisseurs diversifient donc leurs actifs dans les métaux précieux jugés « solides ». Et ce d'autant plus qu'après les

records boursiers liés à l'IA, beaucoup craignent des retours de bâton sur les actions, tandis que la politique monétaire américaine et les déficits croissants des États-Unis laissent planer une ombre sur la valeur du dollar que tous voient baisser encore cette année. L'or représente aujourd'hui moins de 2,5 % des investissements financiers, d'après une enquête de Bank of America auprès des gestionnaires de fonds de septembre 2025. Mais certains investisseurs conseillent d'en détenir près de 5 %, voire 15 % à 20 %.

Un responsable à l'ANESRIF en parle : Le rail redessine la carte du transport

PAR INÈS B.

C'est ce qu'a révélé, hier, le directeur d'études et de contrôle de gestion à l'ANESRIF, M. Nabil Boubaya, lors de son intervention à la radio Chaîne 1.

M. Boubaya a expliqué que le ministère des Travaux publics supervise la mise en œuvre des différents projets du programme national de développement du réseau. Actuellement, ce dernier s'étend sur 5 738 kilomètres à travers les provinces du pays. L'achèvement de la ligne minière de l'Ouest, prévu pour fin 2025, contribuera à dynamiser le développement national et régional. Il a affirmé que les projets réalisés au cours des six dernières années ont permis un bond qualitatif dans le secteur, portant le réseau ferroviaire de moins de 4 000 km à plus de 1 700 km de nouvelles lignes. Cela a permis la mise en place d'un train toutes les demi-heures en Algérie, témoignant d'une nette amélioration du rythme des transports et de la qualité du service.

Il a considéré ces lignes comme un véritable pilier de soutien sur les plans socio-économique, compte tenu de leur importance stratégique pour la Société nationale des chemins de fer (SNCF) et pour le développement local et régional.

M. Boubaya a également exprimé l'espoir des pouvoirs publics de connecter à l'avenir le réseau ferroviaire aux pays voisins du Maghreb et d'Afrique, en tirant parti de la position stratégique de l'Algérie comme porte d'entrée vers le continent africain. Ceci est particulièrement pertinent pour relier les zones commerciales et industrielles frontalières et améliorer le transport de passagers et de marchandises dans des délais raisonnables.

Il a souligné que parmi les principaux avantages du transport ferroviaire figurent la réduction des coûts de transport, sa disponibilité en cas d'urgence pour assurer la livraison rapide des approvisionnements et sa contribution à la réduction des embouteillages, notamment dans les zones connaissant des points de congestion. Concernant les projets prévus, M. Boubaya a expliqué que le programme de développement du réseau ferroviaire repose sur plusieurs axes clés, notamment la ligne minière de l'Ouest, qui relie Oran et Arzew à Gara Djebilet, en passant par Béchar et Tindouf, pour une longueur totale d'environ

L'Algérie a alloué environ 2 400 milliards de dinars au développement et à la modernisation de son réseau ferroviaire. Cette initiative s'inscrit dans une vision stratégique visant à soutenir le développement économique et social.



950 km. Cette ligne est conçue pour transporter annuellement 50 millions de tonnes de minerai de fer et 25 millions de tonnes de produits transformés et contribuera au développement économique et social des provinces du Sud.

Il a souligné que le projet a été réalisé en grande partie grâce à des compétences nationales et à la coordination entre plusieurs ministères, dont le ministère de la Défense nationale, ainsi que les autorités locales compétentes.

Quant à l'axe Nord, il s'étend sur 1 822 km et relie l'est et l'ouest du pays. Plusieurs projets ont été menés à bien pour moderniser la ligne, doubler les voies, augmenter sa capacité et moderniser les réseaux de si-

gnalisation et de communication. De même, l'axe des Hauts Plateaux, long de 1 046 km, ne compte plus que 73 km de travaux à réaliser, dont l'achèvement est prévu pour 2026. Il reliera les Hauts Plateaux de Tébessa à l'est à Sidi Bel Abbès à l'ouest.

La ligne minière de l'Est, d'une longueur de 422 km, est dédiée au transport du phosphate et de ses dérivés. Plusieurs tronçons devraient être achevés cette année, parallèlement à la modernisation de la signalisation et de l'électrification. L'axe Est, reliant les ports de Skikda et de Jijel (port de Djendjen) à la ville de Tougourt, devrait être prolongé ultérieurement jusqu'à Hassi Messaoud.

I.B.

LIGNE MINIÈRE OUEST

La SNTF va transporter 50 millions de tonnes de minerai de fer

La ligne ferroviaire minière ouest, reliant Béchar, Tindouf et Gara Djebilet, dont la mise en service est prévue pour ce mois de janvier en application des instructions données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment après le succès des essais techniques menés la semaine dernière, va booster le transport ferroviaire, a estimé hier le directeur central de la clientèle de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF), Farid Halliche.

Pour le premier invité de la semaine de l'émission « L'invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, le transport ferroviaire, de par le monde, puise sa force dans le transport du volume, c'est-à-dire dans les trains lourds.

En Algérie, le projet de la ligne ferroviaire minière ouest, et les autres qui vont suivre, vont booster le transport ferroviaire et le secteur du transport en général, indique M. Halliche.

Selon lui, les trains, longs de 2,2 km avec une capacité de 100 tonnes par wagon et reliant la mine de Gara Djebilet (Tindouf) à

la zone industrielle de Bethioua (Oran), seront « très très lourds » et vont atteindre 17 000 tonnes par train. « Actuellement, c'est le volume qu'on réalise par jour sur l'ensemble du réseau de la SNTF », a-t-il révélé. « Depuis les dernières années, la SNTF a perdu des parts de marché. Et là, je pense qu'on va vraiment booster le transport ferroviaire », a-t-il ajouté. En outre, et se basant sur les données fournies par la Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL), l'intervenant nous apprend également qu'à terme du projet, c'est-à-dire 2040, la SNTF va transporter 50 millions de tonnes de minerai de fer et 25 millions de tonnes de produits semi-finis, qui vont être réalisés au niveau de Bechar.

Questionné sur le volet maintenance de cette ligne minière, longue de 950 km, M. Halliche assure que tout sera pris en compte pour garantir son entretien. « Il nous faudra des engins spécialisés pour l'entretien de la voie, et nous allons les acquérir, surtout pour l'ensablement. Il est vrai que les voies sont un petit peu surélevées, par rapport à la ligne, mais nous allons acquérir le maté-

riel adéquat pour l'entretien de la voie », a-t-il affirmé.

Concernant le transport des voyageurs, le responsable à la SNTF a indiqué que deux trains, en simultanée, vont être mis en circulation. L'un prendra le départ de Béchar vers Tindouf, à 8 h 30, et l'autre viendra dans le sens inverse, c'est-à-dire de Tindouf vers Béchar, à 9 h 15.

D'après les explications de M. Halliche, le départ se fera le matin et ces trains vont desservir les villes de Béchar, Abadla, Hammaguir, Tabelbala, Hassi Khedbi, Oum El Assel, et Tindouf. Il enchaîne en indiquant que les voyageurs vont s'installer dans des wagons, réhabilités dans les ateliers de la SNTF, à Sidi Bel Abbès, qui n'ont rien à envier au train moderne.

« C'est le même type de train qui assure actuellement la liaison Annaba-Tunis. Il y aura quatre voitures avec une capacité de 246 sièges. Il y aura une voiture de première classe, deux voitures de deuxième classe et puis une voiture de restauration », a-t-il précisé.

HYDROCARBURES : L'Algérie conserve sa place parmi les principaux producteurs de pétrole africains

Au cours de l'année écoulée, la production moyenne de pétrole de l'Algérie a progressé pour atteindre 934 000 barils par jour, contre 905 000 en 2024.

L'Algérie a donc conservé sa place parmi les principaux producteurs de pétrole africains en 2025, sa production atteignant son plus haut niveau depuis plus de deux ans et demi fin décembre 2025.

Cette hausse de la production algérienne témoigne de l'engagement du pays à respecter le calendrier convenu par les huit membres de l'alliance OPEP+ – Arabie saoudite, Russie, Irak, Émirats arabes unis, Koweït, Kazakhstan, Algérie et Oman – pour la gestion des réductions volontaires de production. Après avoir achevé une réduction de 2,2 millions de barils par jour en septembre, les pays participants ont entamé la suppression progressive de la réduction de 1,65 million de barils par jour en octobre 2025, et ont décidé de suspendre toute augmentation supplémentaire au cours du premier trimestre 2026. Les principaux producteurs de pétrole africains ont continué de jouer un rôle important sur les marchés mondiaux de l'énergie en 2025, notamment grâce à l'amélioration de la situation politique et sécuritaire dans ces pays. La production moyenne de pétrole brut a augmenté au Nigéria, en Libye et en Algérie, tandis que l'Égypte et l'Angola ont enregistré de légères baisses, selon les données des cinq principaux pays producteurs suivies par l'Energy Research Unit, un organisme basé à Washington.

Le Nigéria et la Libye devraient être les plus grands producteurs de pétrole d'Afrique en 2025, ce qui témoigne de leur volonté de maximiser les bénéfices tirés de leurs ressources pétrolières après des années d'instabilité. Quant aux réserves de pétrole, les dernières données indiquent que les ressources récupérables du continent devraient se stabiliser à 119,6 milliards de barils d'ici la fin de 2025. Par ailleurs, la production pétrolière moyenne du Nigéria devrait atteindre 1,516 million de barils par jour (bpj) en 2025, contre 1,426 million de bpj en 2024, ce qui lui permettrait de conserver sa place de premier producteur de pétrole d'Afrique en 2025, selon les dernières données de l'OPEP. Le Nigéria dépend fortement des revenus pétroliers, qui représentent entre 65 % et 80 % de ses recettes publiques et entre 80 % et 90 % de ses exportations. Les autorités nigérianes ont continué d'accélérer les procédures d'approbation des projets pétroliers et gaziers, notamment en mettant en service un nouveau terminal pétrolier dans le delta du Niger afin de soutenir la production des gisements marginaux. Elles ont également lancé l'appel d'offres pour l'octroi de licences pétrolières en 2025, dans le but de stimuler les investissements et d'accroître la production. Malgré des niveaux de production relativement stables et une réduction des pertes liées au vol de pétrole, le principal défi du Nigéria demeure le dépassement des contraintes infrastructurelles et sécuritaires pour atteindre ses objectifs ambitieux, en particulier dans sa volonté d'accroître sa production conformément aux quotas de l'OPEP. Les réserves prouvées de pétrole du Nigeria sont estimées à 38 milliards de barils d'ici fin 2025.

I.B.

CHLEF

De nouveaux projets dans le secteur de l'enseignement supérieur

Le secteur de l'enseignement supérieur à Chlef a retenu, au titre de l'année universitaire 2025-2026, plusieurs projets d'investissement visant à consolider ses services et les conditions de formation académique des étudiants de l'université Hassiba Ben Bouali, a-t-on appris, mardi, de responsables de cet établissement. Selon le vice-recteur chargé du développement, de la prospective et de l'orientation, Mohamed Yahiaoui, ces projets répondent aux besoins des étudiants en matière de promotion des services et s'inscrivent dans la dynamique de développement de la recherche scientifique, de l'enseignement académique et de la diversification de la nomenclature des spécialités.

Les principaux projets concernent la réalisation d'une faculté de médecine de 2 000 places pédagogiques à la cité Essalam, la construction d'une salle de conférences et d'un restaurant universitaire au pôle de Hassania, ainsi qu'un complexe sportif universitaire au pôle universitaire d'Ouled Farès. À cela s'ajoute l'acquisition d'équipements pour le laboratoire de biologie moléculaire, de génomique et de bio-informatique de l'université de Chlef. Une enveloppe de 500 millions de DA a, par ailleurs, été allouée à la réhabilitation de six résidences universitaires et de structures de restauration, en plus de la réhabilitation et de l'équipement des bâtiments de l'annexe de l'École normale supérieure (ENS) et de l'installation d'équipements audiovisuels dans plusieurs amphithéâtres, selon la même source.

Dans le même cadre, des équipements ont été acquis au profit de l'incubateur d'entreprises de l'université, parallèle-

Les principaux projets concernent la réalisation d'une faculté de médecine de 2 000 places pédagogiques à la cité Essalam, la construction d'une salle de conférences et d'un restaurant universitaire au pôle de Hassania, ainsi qu'un complexe sportif universitaire au pôle universitaire d'Ouled Farès.



ment à l'aménagement de ses locaux, afin d'assurer un meilleur accompagnement des projets étudiants et de favoriser leur contribution à l'économie nationale et au

développement local. À noter que l'université Hassiba-Ben-Bouali a conclu près de 50 conventions de partenariat et de coopération avec le tissu éco-

nomique et social de la wilaya, ainsi que trois accords de jumelage avec d'autres universités pour renforcer les échanges scientifiques et académiques.

ORAN

Deux nouvelles écoles primaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran a été renforcé, dès le début du deuxième trimestre, par l'ouverture de deux nouvelles écoles primaires dans les communes de Mers El-Kebir et de Hassi Bounif, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale de l'Éducation. Selon la même source, il s'agit d'une nouvelle école primaire baptisée du nom du chahid Khemali Bensalem, située au pôle urbain « Chahid Ahmed Zabana » dans la commune de Mers El-Kebir, qui a accueilli 230 élèves, ainsi que d'une autre école primaire au quartier « Bouchouicha » dans la commune de Hassi Bounif, ayant reçu 170 élèves. Dans ce cadre, le directeur de l'Éducation de la wilaya d'Oran, Oubelaid Ab-

delkader, a effectué, mardi, une visite aux deux nouveaux établissements, accompagné d'élus locaux, d'inspecteurs de circonscriptions, ainsi que de parents d'élèves. Cette visite, qui intervient après l'entrée en service de ces établissements, au début du mois en cours, juste après la reprise des cours à l'issue des vacances d'hiver, lui a permis de s'enquérir des opérations de transfert des élèves, ainsi que des équipes pédagogiques et administratives. La direction de l'Éducation a indiqué que ces deux établissements contribueront à alléger la tension enregistrée sur les écoles avoisinantes et à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, notamment grâce au rapprochement des structures éducatives de leurs lieux d'habitat. Par ailleurs, plusieurs autres projets éducatifs sont en cours de réalisation à des taux d'avancement variables, selon la même source. Il s'agit notamment de la réalisation d'un lycée d'une capacité de 1 000 places au quar-

tier Erriadh, d'un CEM (base 6) au quartier des 1 600 + 1 200 logements publics locatifs à Sidi El Bachir, dans la commune de Bir El Djir, ainsi que de deux CEM, l'un (base 7) au quartier Hassiane Toual et un autre (base 4) au village El Menadessia dans la commune de Benfreha. Parmi les projets, également programmés, figurent la réalisation d'un groupe scolaire comprenant six classes au quartier des 125 logements dans la commune de Hassi Mefsoukh, ainsi qu'un CEM destiné à remplacer le CEM « Boukhari Boukhari » dans la zone de « Chehairia » à Aïn El Beïda. La livraison de ces établissements est prévue pour la prochaine rentrée scolaire 2026-2027. Pour rappel, le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran a été renforcé, durant l'actuelle année scolaire, par 18 nouveaux établissements éducatifs, comprenant 12 groupes scolaires, quatre CEM et deux lycées, ainsi que 75 classes d'extension.

TLEMCEM

75 millions DA pour la réhabilitation du plateau de Lalla Setti

Une enveloppe financière de 75 millions de dinars a été allouée à la réhabilitation du parc touristique du plateau de « Lalla Setti » à Tlemcen, ont indiqué les services de la wilaya. Ce projet, financé par le Fonds de soutien au développement social et économique des collectivités locales, concerne les travaux de réhabilitation des aires de jeux, le renouvellement du mobilier urbain, l'aménagement des espaces verts, l'amélioration de l'éclairage public, ainsi qu'à la remise à niveau du système des fontaines. Il prévoit également l'extension du système d'irrigation du lac et la réalisation de jeux d'eau au niveau de la terrasse. La même source a ajouté que l'ensemble de ces opérations a déjà été lancé et que leur réception est prévue pour la fin du premier trimestre de l'année en cours, dans le but de renforcer la qualité des services publics offerts par cette infrastructure touristique. Par ailleurs, les travaux de maintenance du téléphérique se poursuivent, depuis le mois de mars dernier. Ils portent sur la réhabilitation des pylônes et des câbles selon des normes techniques élevées, en raison du dépassement de la durée d'exploitation technique autorisée, estimée à 24 000 heures, conformément aux normes internationales de sécurité et de sûreté. Le téléphérique devra entrer de nouveau en service à la fin du premier semestre de l'année en cours, avant le lancement de la prochaine saison estivale.

BENI-ABBES

Études pour la réalisation d'un aéroport international

Les études techniques pour la réalisation d'un aéroport international mixte à Beni-Abbes se poursuivent actuellement, dans l'objectif de doter cette wilaya d'une infrastructure aéroportuaire pouvant stimuler son développement, a-t-on appris auprès du chef de l'exécutif de cette wilaya. Les études pour la concrétisation de ce projet ambitieux se poursuivent, avant le lancement de sa réalisation, dans le cadre des opérations de développement dont a bénéficié la région, a précisé le wali de Beni-Abbes, Ali Moulay. Ces études, confiées à la société publique

algérienne d'études d'infrastructures (Sae-ti), portent principalement sur l'identification des travaux publics et d'infrastructures de base à réaliser dans cet aéroport, notamment les pistes d'envol, les voies de circulation (taxiways), les aires de trafic, les bretelles d'accès, les passerelles pour avions et les systèmes de balisage lumineux et d'autres annexes nécessaires à ce genre d'infrastructure aéroportuaire, et ce, conformément aux standards internationaux, selon la direction locale des Travaux publics et des infrastructures de base. Pour sa part, l'Établissement de gestion des ser-

vices aéroportuaires (EGSA-Oran), dans le but de la réalisation de cet aéroport, avait précédemment lancé un concours national d'architecture pour la conception architecturale de la zone terminale de ce futur aéroport international. Auparavant, les services compétents de la wilaya de Beni-Abbes avaient dégagé une assiette foncière de 3 430 hectares pour l'implantation de cette importante infrastructure aéroportuaire dans la région de Z'ghmara, à environ 40 km au sud-ouest de Beni-Abbes, a-t-on rappelé.

CENTRE ANTICANCÉREUX DE BLIDA

Mise en service d'un nouvel accélérateur linéaire

Un nouvel accélérateur linéaire doté des technologies les plus récentes est entré en service, jeudi, au Centre anticancéreux (CAC) de Blida, pour renforcer la prise en charge des patients, a-t-on appris auprès de cet établissement de santé. Le directeur du centre, Hicham Nadji Mabrouk, a expliqué à l'APS que, dans le cadre des efforts visant à améliorer la prise en charge des patients qui se rendent dans ce centre accueillant des cas provenant de différentes régions du pays, un nouvel accélérateur linéaire équipé des dernières technologies a été mis en service aujourd'hui dans le service de radiothérapie.

L'installation de cet équipement, qui a nécessité des procédures administratives, juridiques et techniques, a été accompagnée d'une formation spécialisée de haut niveau au profit du personnel médical, des physiciens et des manipulateurs, a ajouté M. Mabrouk. Il a ajouté que cet accélérateur, le 2° du genre à l'échelle nationale après celui de l'établissement hospitalier anticancer d'Oran, permettra de traiter tous les types de cancers, contrairement aux anciens appareils qui ne traitaient que les tumeurs superficielles, avec une capacité de prise en charge pouvant atteindre 100 patients/jour.

Grâce à cette nouvelle mise en service, la capacité quotidienne du service de radiothérapie, déjà équipé de deux (2) autres accélérateurs, sera portée à 200 patients, « dans l'attente de l'acquisition d'un 4° accélérateur de dernière génération prévue avant la fin de l'année », selon la même source.

À noter que le CAC de Blida a bénéficié, à la fin de l'année écoulée, de la mise en service d'un scanner dédié à la planification, en plus de la remise en activité d'un autre scanner qui était en panne, ce qui a contribué à réduire les déplacements des patients vers d'autres établissements hospitaliers du pays, comme ceux de Tizi-Ouzou, Béchar et Ouargla.

DORMIR DANS LE NOIR COMPLET

Un geste simple qui protège le cerveau et la santé mentale

PAR AMEL B.

L'obscurité est pourtant une condition naturelle et essentielle au bon fonctionnement de l'organisme humain. Lorsque nous dormons dans le noir complet, le cerveau peut produire de manière optimale la mélatonine, une hormone clé qui régule le rythme veille-sommeil. La moindre source de lumière, même faible — comme celle d'un écran, d'un réveil lumineux ou d'un lampadaire extérieur — peut perturber cette sécrétion et retarder l'endormissement ou fragmenter le sommeil. Les bienfaits de dormir dans l'obscurité totale sont aujourd'hui largement confirmés par les scientifiques. Longtemps redoutée, notamment chez les enfants, l'obscurité joue pourtant un rôle essentiel dans la qualité du sommeil et le bon fonctionnement de l'organisme. Plusieurs études montrent également que le manque de mélatonine, lié à l'exposition nocturne à la lumière, pourrait augmenter les risques de troubles métaboliques, de prise de poids et de maladies cardiovasculaires à long terme. Pour trouver le sommeil, chaque personne a ses propres habitudes ou techniques. Certains ne peuvent pas s'endormir sans avoir le son de la télévision en fond, quand d'autres se sentent obligés de dormir avec une petite source lumineuse, ce qui est déconseillé par les scientifiques. Une étude réalisée par l'université Monash de Melbourne (Australie) et publiée en 2019 dans la revue PNAS a montré que l'exposition à la lumière pendant le sommeil peut perturber la production de mélatonine, une hormone essentielle à l'endormissement, retardant ainsi le processus de sommeil. Une méta-analyse publiée en février 2025 dans la revue Annals of Medicine sur l'éclairage artificiel nocturne a montré qu'il pouvait perturber le rythme circadien, l'horloge interne qui aide notre corps à s'adapter au cycle jour/nuit, mais pouvait également entraîner des maladies métabo-

Dormir dans l'obscurité totale favorise un sommeil plus profond et plus réparateur, améliore la récupération physique et mentale et contribue à une meilleure régulation de l'humeur. Des effets bénéfiques solidement appuyés par les travaux scientifiques en chronobiologie et en neurosciences.



liques ou des troubles de l'humeur. Tous les côtés néfastes de dormir avec une source lumineuse ont poussé les chercheurs à s'intéresser aux effets de l'obscurité sur notre sommeil. Dans une étude publiée en avril 2025 dans la revue Science Direct, une équipe de recherche internationale a découvert que dormir dans le noir avait de nombreux bienfaits. En effet, si l'obscurité est souvent associée à un monde rempli de monstres imaginaires, poussant justement certaines personnes à dormir avec une source lumineuse, il s'avère que dormir dans le noir total pourrait améliorer notre santé mentale. Les chercheurs expliquent que « plus la chambre est sombre, plus les taux de dépression sont faibles et meilleure est la san-

té mentale », rapporte Popular Mechanics. De plus, les résultats de l'étude ont montré que dormir dans l'obscurité favorise la guérison, la restauration et l'équilibre, en réinitialisant notre cerveau. Dormir dans l'obscurité favorise la vision intérieure du cerveau, qui est liée à l'imagination, aux pensées, aux souvenirs et aux rêves. En effet, « lorsque la lumière baisse, la zone du cerveau dédiée à la vision se réduit, tandis que celles liées à l'ouïe, au toucher et à l'odorat prennent plus de place. Ce qui laisse sous-entendre que l'obscurité ne change pas seulement nos perceptions, elle réorganise aussi la manière dont nos sens fonctionnent », expliquent les scientifiques.

A. B.

PRÉVUE LE 22 JANVIER À ORAN 1^{re} journée nationale sur la médecine et traumatologie du sport

L'Association nationale algérienne de médecine du sport, en collaboration avec le service de chirurgie orthopédique et traumatologique « Fellaoucen » du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran, organise la 1^{re} journée nationale sur la médecine et traumatologie du sport, le 22 janvier en

cours, a-t-on appris du président de cette association. Pas moins de 250 spécialistes nationaux et internationaux de la médecine du sport prendront part à cette manifestation et évoqueront les dernières nouveautés en matière de médecine du sport au niveau mondial et les défis au niveau national, a précisé à l'APS le Dr Hichem Allam. L'Association tunisienne de médecine du sport et le Centre national de médecine du sport tunisien seront présents comme invités d'honneur, avec la présence de membres du Bureau international de la médecine du sport, ainsi que des experts en chirurgie orthopédique et de rééducation au niveau national. Cette manifestation, qui vise à promouvoir

la médecine du sport au niveau national, afin d'atteindre des niveaux mondiaux, comporte plusieurs axes tels que « la traumatologie du sport », « l'enfant et le sport », « la lutte antidopage », « la loi dans la médecine du sport » et autres.

Le président de l'association a indiqué que, lors de cette manifestation, une liste de recommandations sera remise aux ministères des Sports et de la Santé afin de soutenir et renforcer les équipes médicales dans les différents clubs sportifs algériens dans toutes les disciplines, pour inclure d'autres spécialités comme la médecine de rééducation, la médecine du sport, la science de la nutrition sportive, la psychologie du sport et autres.

MALFORMATIONS CONGÉNITALES CHEZ L'ENFANT

Une quinzaine d'interventions à El-Oued

Pas moins de 16 enfants présentant des malformations congénitales ont bénéficié cette semaine d'interventions chirurgicales réparatrices menées dans le cadre de journées de formation médicochirurgicales à l'établissement hospitalier spécialisé « EHS Mère-Enfant Bachir-Bennacer » à El-Oued. L'initiative intervient en application du plan d'action malade (PAM2), arrêté par le ministère de tutelle et portant sur la prise en charge et l'amélioration des prestations médicales, a indiqué le directeur de l'EHS-Bachir Bennacer, Zakaria Nibou. Les opérations réparatrices ont été menées, durant quatre jours, sur des enfants âgés entre six mois et

10 ans et présentant des malformations congénitales, dont le bec de lièvre et la fente labio-palatine. Elles ont été assurées par une équipe médicale spécialisée locale et un accompagnement de spécialistes hors wilaya. Le staff est composé de six chirurgiens-pédiatres et de trois anesthésistes-réanimateurs, sous la conduite du spécialiste en réparation dermatologique et esthétique, le Dr Mahmoud Benmahmoud, du Centre hospitalo-universitaire de Sétif. Ces interventions ont été précédées par des consultations médicales au profit d'une cinquantaine d'enfants issus de différentes wilayas, en vue de déterminer les cas nécessitant un geste

chirurgical. Des journées de formation sur les corrections de malformations chez l'enfant ont été aussi animées par le Dr Benmahmoud en direction du corps médical et paramédical local, afin d'améliorer leurs compétences dans le domaine, mettre à niveau leurs connaissances médicales et améliorer leurs expériences en termes de prise en charge des malformations congénitales chez l'enfant. Le programme arrêté par l'EHS Mère-Enfant Bachir-Bennacer d'El-Oued, dans le cadre de la mise en œuvre du PAM2, prévoit, prochainement, d'autres interventions médicales multidisciplinaires assurées par d'émis-sionnaires spécialistes.



RÉFUGIÉS SOUDANAIS

Le chef du HCR réclame une aide urgente

Le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Barham Salih, en visite actuellement au Tchad, a alerté sur l'urgence d'une protection et d'une aide humanitaire pour les réfugiés fuyant le conflit armé au Soudan.

Lors d'une rencontre des familles d'exilés et des victimes de violences, il a insisté sur la nécessité de soutenir ces réfugiés afin qu'ils puissent reconstruire leur vie avec dignité, loin des combats et des violations des droits humains. Dans les camps, Salih a pu entendre directement le récit de ces Soudanais, qui ont fui les combats violents dans la région soudanaise du Darfour quelques jours auparavant. Beaucoup d'entre eux ont été déplacés à plusieurs reprises depuis le début du conflit. Sur place, ces familles ont partagé avec lui les souffrances et les violences qu'elles ont endurées au fil des années. Ce qui se passe au Soudan est une catastrophe humanitaire d'une ampleur considérable. L'accueil généreux réservé aux réfugiés par le Tchad est un acte de solidarité fort, a déclaré Salih. Depuis avril 2023, plus de 900 000 réfugiés soudanais ont fui vers l'est du Tchad, rejoignant les 4,3 millions déjà présents dans la région. Le Soudan traverse la crise de déplacement la plus grave au monde, avec 12 millions de personnes déplacées. Face à cette situation dramatique, Salih a lancé un appel pressant à la communauté internationale pour restaurer la paix et permettre le retour des réfugiés. Le HCR continue ses opérations de secours

dans les camps, mais les conditions restent critiques : abris insuffisants, eau rare, installations sanitaires surpeuplées et risques sanitaires élevés, alors que l'aide reste limitée. L'urgence humanitaire persiste et dépend largement du financement international. Les populations de l'est du Tchad ont des besoins urgents, mais en raison du manque de fonds, l'aide fournie est loin d'atteindre le niveau minimum requis. La responsabilité d'accueillir ces réfugiés incombe au Tchad, mais d'autres pays doivent se mobiliser pour le soutenir : on ne peut pas attendre de lui qu'il assume seul cette responsabilité, a ajouté le chef du HCR. Lors de sa rencontre avec le président Mahamat Idriss Déby Itno à N'Djamena, Salih a réaffirmé l'engagement du HCR à soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil, saluant la générosité de ces dernières malgré les difficultés économiques et les pressions environnementales. De son côté, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, effectue une visite au Soudan depuis mercredi. Au cours de cette visite qui dure cinq jours, il a rencontré les autorités à Port-Soudan, ainsi que des représentants de la société civile et l'équipe de pays des Nations unies. Vendredi, il s'est rendu à Dongola dans



l'État du Nord et s'est entretenu avec des personnes déplacées par le conflit dans les régions du Darfour et du Kordofan, ainsi qu'avec les partenaires humanitaires. « J'ai recueilli des témoignages poignants sur les conséquences de cette guerre », a-t-

il écrit sur les réseaux sociaux, soulignant que des efforts considérables sont nécessaires pour permettre à la société civile soudanaise d'apporter son aide là où elle est le plus indispensable.

UE – PAYS LATINO-AMÉRICAINS

Signature de l'accord du Mercosur

Les pays du Mercosur et l'Union européenne (UE) ont signé samedi, au Paraguay, un accord qualifié d'historique, donnant naissance à l'une des plus vastes zones de libre-échange au monde. À eux deux, ces partenaires représentent près de 30 % du PIB mondial et regroupent plus de 700 millions de consommateurs. L'accord était négocié depuis 1999 entre l'UE et les pays fondateurs du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay). La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a indiqué que nous optons pour un commerce juste plutôt que des droits de douane, pour un partenariat productif à long terme plutôt que l'isolement. Et par-dessus tout, nous entendons apporter des avantages concrets et tangibles à nos peuples et nos entreprises, a-t-elle ajouté. De son côté, le président du Paraguay, Santiago Peña, qui assure la présidence tournante du Mercosur, a déclaré que c'est un signal clair en faveur du commerce international dans un contexte de « tensions ». Ce traité supprime les droits de douane sur plus de 90 % des échanges bilatéraux et favorise les exportations européennes d'automobiles, de machines, de produits chimiques, de vins et de spiritueux. Pour rappel, cet accord s'est heurté à la résistance d'agriculteurs et d'éleveurs de certains pays européens, qui se sont mobilisés dans de fortes manifestations contre sa signature, en France, en Pologne, en Irlande ou en Belgique.

GROENLAND

L'UE en réunion d'urgence face aux menaces de Trump

Les ambassadeurs des 27 États membres de l'Union européenne se réuniront en urgence dimanche, après que le président américain Donald Trump a menacé plusieurs alliés européens d'une nouvelle vague de droits de douane, conditionnant leur levée à l'autorisation donnée aux États-Unis de racheter le Groenland. Cette déclaration marque une nouvelle escalade des tensions autour de l'avenir de ce vaste territoire autonome danois. Selon des diplomates européens, la réunion est prévue dimanche à 16 h 00 GMT. Trump a indiqué, sur son réseau social Truth Social, que des droits de douane supplémentaires de 10 % seraient appliqués à compter du 1^{er} février au Danemark, à la Norvège, à la Suède, à la France, à l'Allemagne, à la

Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et à la Finlande, tous déjà objets de droits de douane imposés par l'administration américaine. Ces nouvelles taxes douanières seraient portées à 25 % le 1^{er} juin et resteraient en vigueur tant qu'un accord pour un rachat du Groenland par les États-Unis n'est pas conclu, a-t-il ajouté. Donald Trump affirme que le territoire est vital pour la sécurité des États-Unis en raison de son emplacement stratégique et de ses importantes réserves de minerais et n'a pas exclu le recours à la force pour en prendre le contrôle. « Ces pays, qui sont en train de jouer ce jeu très dangereux, ont mis en jeu un niveau de risque qui n'est ni tenable, ni soutenable », a poursuivi Donald Trump dans son message. Plus de 20 000 personnes ont manifesté samedi dans la capitale danoise Copenhague, selon les organisateurs, et plusieurs centaines dans les rues de Nuuk, la capitale du Groenland, pour apporter leur soutien au territoire menacé d'annexion et appeler au respect de son droit à l'autodétermination.

AUTORITÉS IRAKIENNES

Reprise du contrôle total d'une base aérienne après le retrait américain



Le ministère irakien de la Défense a annoncé samedi que l'armée irakienne avait repris le contrôle complet de la base aérienne d'Ayn al-Asad, dans la province d'Anbar, à l'ouest de l'Irak, à la suite du retrait des troupes américaines. Dans un communiqué, le ministère a précisé que le chef d'état-major de l'armée irakienne, Abdul Amir Yarallah, avait supervisé la répartition des tâches et responsabilités entre les différentes unités et formations stationnées sur la base. Yarallah a souligné l'importance d'assurer la sécurité et la protection de cette installation, la deuxième plus grande base aérienne du pays. Ce transfert intervient après l'annonce, fin décembre, de l'armée irakienne confirmant l'achèvement de la mission de la coalition dirigée par les États-Unis.

PORTUGAL

Les électeurs appelés aux urnes pour élire leur président

Les Portugais se sont rendus aux urnes dimanche pour le premier tour de la présidentielle. Les bureaux de vote ouvrent à 08 h 00 (heure locale et GMT), et les premières projections à la sortie des urnes sont attendues à 20 h 00. Selon les sondages, André Ventura, président du parti d'extrême droite Chega « Assez », pourrait se hisser en tête du scrutin, mais il aurait peu de chances de l'emporter au second tour, prévu le 8 février. Après plusieurs semaines de campagne au résultat très incertain, le candidat socialiste Antonio José Seguro semblait légèrement devancer l'eurodéputé libéral Joao Cotrim Figueiredo dans la course à la deuxième place. Sur un total de onze candidats, un nombre record, deux autres postulants conservent aussi des chances de se qualifier pour le deuxième tour : celui du camp du gouvernement de

droite, Luis Marques Mendes, et un amiral à la retraite qui s'est présenté comme indépendant, Henrique Gouveia e Melo. Le vainqueur de l'élection succédera au conservateur Marcelo Rebelo de Sousa, élu à deux reprises dès le premier tour. Depuis l'avènement de la démocratie au Portugal, une seule élection présidentielle s'est décidée au second tour, en 1986. Seul candidat déjà présent lors de la précédente élection présidentielle de 2021, André Ventura y avait alors recueilli 11,9 % des suffrages, soit près de 500 000 voix, pour terminer en troisième position, tout juste derrière une candidate socialiste dissidente. Depuis, son parti n'a cessé de progresser dans les urnes, obtenant 22,8 % des voix et 60 députés lors des législatives de mai dernier, dépassant le Parti socialiste en tant que premier parti d'opposition au gouvernement de Luis Montenegro.

ÉGYPTE-NIGÉRIA

Les Super Eagles en bronze

L'Égypte et le Nigéria étaient aux prises samedi lors de la petite finale de la CAN 2025. Score final, 0-0 (2-4, ap. TAB). L'Égypte affrontait le Nigéria, samedi, à l'occasion de la petite finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2025. Un choc entre les deux géants de l'Afrique qui a tourné à l'avantage des Super Eagles, plus réalistes que les Pharaons lors de la séance de tirs au but.

Éliminés respectivement par le Sénégal et le Maroc en demi-finale, l'Égypte et le Nigéria avaient un lot de consolation à aller chercher, ce samedi. Les Super Eagles semblaient les plus déterminés à décrocher cette médaille de bronze en début de match avec une première incursion de Moses Simon dans la surface égyptienne (1^{re}). Le Nigéria monopolisait le ballon et il fallait attendre le quart d'heure de jeu pour voir l'Égypte se montrer enfin. Les Pharaons se montraient aussi dangereux avec un centre dangereux de Mohamed Salah bien intercepté par Stanley Nwabali (16^e).

Les Égyptiens, emmenés par la star de Liverpool, montaient en puissance et enchaînaient les attaques sur les buts nigériens. Mais c'était sans compter sur le réalisme du Nigéria qui faisait trembler les filets sur une tête d'Akor Adams légèrement déviée par Paul Onuachu. Mais les hommes d'Eric Chelle ne passaient pas devant au score, puisque le but était refusé pour une faute d'Onuachu sur Ramy Rabia (35^e). Pas de but finalement dans cette première mi-temps entre les deux équipes.

Au retour des vestiaires, les Super Eagles revenaient avec la même énergie et marquaient à nouveau, mais le buteur Ademola Lookman était signalé hors-jeu (47^e). Raphael Onyedika (50^e) et Lookman (55^e) s'y essayaient encore, mais manquaient de réussite. Acculés, les Pharaons avaient du mal à sortir de leur camp et à déployer leur jeu. Ce n'est que dans le dernier quart d'heure que l'Égypte décidait enfin d'accélérer, mais ne parvenait toujours pas à percer le verrou nigérien.

Les deux équipes ne parvenaient pas à marquer et étaient contraintes de se départager lors de la séance des tirs au but. Un exercice qui profitait au Nigéria, auteur de quatre tirs réussis contre deux pour l'Égypte. Les Super Eagles terminent donc sur le podium avec la neuvième petite finale remportée de leur histoire.



ALORS QUE LE RIDEAU EST TOMBÉ HIER SUR LA CAN 2025

Une fin de tournoi éclipsée par les polémiques organisationnelles

Le rideau est tombé hier soir sur la Coupe d'Afrique des nations 2025 organisée au Maroc, mais le dénouement sportif est presque passé au second plan. Plus que les résultats sur le terrain, ce sont l'organisation générale et le climat ayant entouré la compétition qui ont alimenté les débats et suscité de nombreuses critiques.

PAR MAROUANE A.

Du match d'ouverture jusqu'à la finale, cette CAN a laissé un goût d'inachevé, marqué par une accumulation de dysfonctionnements qui ont terni l'image d'un rendez-vous censé incarner l'excellence du football africain.

Dès les premiers jours, plusieurs délégations et observateurs ont pointé des insuffisances dans l'accueil, la logistique et la gestion des supporters. Les Algériens, parmi les premiers à dénoncer ces dérives, ont évoqué des provocations répétées et un environnement jugé hostile. Progressivement, d'autres sélections ont rejoint ce constat. Les Égyptiens ont notamment dénoncé l'attitude de certains supporters marocains, accusés de soutenir systématiquement leurs adversaires lors des rencontres de la phase de groupes et des tours à élimination directe.

Les Camerounais, pour leur part, ont mis en cause l'arbitrage de leur match face au pays hôte. La réaction du président de la Fecafoot, Samuel Eto'o, qui n'a pas hésité à dénoncer publiquement ce qu'il considérait comme une injustice flagrante, lui a valu une suspension de la part de la CAF, ajoutant un nouvel épisode polémique à une édition déjà sous tension.

Sécurité, déplacements et image de l'Afrique en question

À la veille de la finale, le sélectionneur sénégalais Pape Thiaw a, lui aussi, brisé le silence en dénonçant les conditions du déplacement de la délégation de son équipe à Rabat. L'épisode survenu à la gare ferroviaire, où les joueurs se sont retrouvés mêlés à la foule à leur descente du train, a suscité une vive inquiétude. « Les joueurs étaient en danger, tout pouvait arriver

», a-t-il souligné, estimant que ce type de situation n'avait pas sa place dans une compétition de ce niveau, surtout entre « pays frères ». Tout en reconnaissant les efforts consentis par le pays organisateur, le technicien sénégalais a insisté sur la nécessité de préserver l'image du football africain, rappelant les combats menés pour donner à la CAN une reconnaissance mondiale. Quelques jours plus tôt, la Fédération sénégalaise de football avait déjà publié un communiqué pointant plusieurs dysfonctionnements liés à l'accueil, à l'hébergement, à l'accès aux terrains d'entraînement et à la billetterie.

Sur la question précise de la sécurité à la gare de Rabat-Agdal, des sources proches de l'organisation ont toutefois apporté des nuances, rappelant que la fédération sénégalaise avait elle-même communiqué en amont l'horaire exact de l'arrivée de sa délégation, rendant prévisible la présence de supporters.

Un arbitrage largement critiqué

Parallèlement aux critiques organisationnelles, l'arbitrage n'a pas échappé à la contestation. Plusieurs anciens arbitres internationaux ont évoqué des erreurs ayant influencé certaines rencontres clés, affectant notamment l'Algérie mais aussi d'autres sélections. Abdelaziz Chadli, Djamel-Eddine Benchaâ et Salim Oussaci ont tous dénoncé des décisions controversées, un recours jugé défaillant à la VAR et des désignations d'arbitres parfois opaques.

Si ces critiques ont alimenté la polémique, elles s'inscrivent dans un malaise plus large touchant à la gouvernance globale de la compétition. Pour beaucoup d'observateurs, l'arbitrage n'a été qu'un symptôme

parmi d'autres d'une CAN 2025 mal maîtrisée sur plusieurs plans.

Au final, cette édition restera marquée moins par son palmarès que par les nombreuses interrogations qu'elle laisse derrière elle. Une CAN qui devait être une vitrine du football africain moderne, mais qui aura surtout mis en lumière l'urgence de réformes profondes pour préserver la crédibilité et l'attractivité de la compétition continentale.

M. A.



SUPERCOUPE D'ALGÉRIE 2025

Cinquième titre pour le MCA

Le MC Alger a remporté l'édition 2025 de la Supercoupe d'Algérie de football, en battant son rival l'USM Alger (1-0, mi-temps 0-0), en match disputé samedi soir, au stade Nelson Mandela de Baraki.

L'unique but de la rencontre a été inscrit à la 74^e minute de jeu, par le fraîchement incorporé Zakaria Naïdji, ayant réussi à tromper le gardien usmiste d'une belle tête croisée au premier poteau, après avoir reçu un joli centre de l'aile droite.

Une conséquence logique, vu la physiologie de la rencontre, car si le jeu était relativement équilibré, entre deux adversaires d'égale valeur, ce sont les Vert et Rouge qui ont été les plus tranchants devant. Les meilleures occasions du match étaient d'ailleurs mouloudiennes, à commencer par celle d'Anatouf, qui dès la première minute de

jeu s'était retrouvée dans un duel, face à face, avec le gardien de l'USMA.

Malheureusement pour lui, Oussama Benbot avait bien anticipé, et il était sorti au bon moment pour contrer le ballon, empêchant ainsi son équipe de concéder un but précoce. La deuxième occasion qui méritait d'être signalée est survenue à la 26^e minute de jeu et elle était également mouloudienne, puisque Halaïmia avait failli trouver le chemin des filets, sur un joli coup franc direct, sorti finalement légèrement au-dessus.

Douze minutes plus tard, et suite à une belle action collective des Verts et Rouges, Boukholda a tenté une belle reprise de volée à l'entrée du carré des 18 mètres, mais vigilant, le gardien usmiste a sorti une parade d'ailleurs, pour écarter le danger en corner.

Le même scénario s'est poursuivi en deuxième

période, avec une équipe du Mouloudia toujours plus tranchante sur le plan offensif, et qui a fini par voir ses efforts récompensés à la 74^e minute de jeu.

Les Rouge et Noir ont accéléré le jeu dans le dernier quart d'heure, avec l'espoir de revenir au score, mais en vain. Le but de Naïdji a suffi au bonheur du « Doyen », qui remporte la cinquième Supercoupe d'Algérie de son histoire, après celles de 2006, 2007, 2014 et 2024, alors que l'USMA concède une quatrième défaite dans cette compétition, après les revers de 1981, 2014 et 2020 contre deux succès en 2013 (face à l'ES Sétif : 2-0) et 2016 (devant le MCA : 2-0).



Handball/CAN 2026

L'EN à pied d'œuvre à Kigali

La sélection algérienne de handball (messieurs) s'est envolée samedi soir pour Kigali, où elle doit prendre part à la 27^e édition du Championnat d'Afrique des nations (CAN-2026), prévue du 21 au 31 janvier dans la capitale rwandaise, à indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Le sélectionneur national, Salah Bouhekriou, avait retenu pour ce rendez-vous africain 18 joueurs, dont neuf évoluant dans le championnat national, à leur tête Messaoud Berkous, qui s'apprête à disputer la 10^e CAN. Parmi ceux-ci s'ajoutent neuf joueurs évoluant à l'étranger, dont l'arrière Abdi Ayoub (HC Nantes, France). Le Sept algérien a bouclé, mercredi, sa dernière

étape de préparation en Slovénie avec une victoire en amical devant la formation slovène de première division Trimo Trebenje (32-31). Battue lors du premier test match face au Koweït (25-32), la sélection nationale s'était également imposée contre la Géorgie sur le score de 32 à 30. Lors de la première partie de son stage, qui s'est déroulée en République tchèque (27 décembre-2 janvier), le Sept national avait disputé une rencontre amicale face à la sélection tchèque, soldée par un score de parité (31-31).

ANGLETERRE

Arsenal se rate, Manchester United remporte le derby

Le leader Arsenal n'a ramené qu'un point de son déplacement à Nottingham Forest (0-0), samedi, mais cela suffit pour accroître un peu l'écart avec son poursuivant Manchester City, battu 2-0 chez le rival Manchester United (2-0).

Accroché par Burnley (1-1), Liverpool ne s'est lui pas rassuré. L'ancien entraîneur de Strasbourg, Liam Rosenior, est sorti vainqueur de son premier match de Premier League, avec Chelsea contre Brentford (2-0).

Les «Gunnners» (1^{er}, 50 pts) n'ont «que» sept points d'avance sur Manchester City (2^e, 43 pts) après avoir buté sur le premier non-relégable, Nottingham Forest (17^e, 22 pts).

Au City Ground, les joueurs de Mikel Arteta ont rarement été mis en danger, comme souvent. Mais ils ont aussi échoué à convertir plusieurs occasions franches, à l'image de Declan Rice (17^e), Viktor Gyökeres (28^e) puis Gabriel Martinelli dans la foulée, ou encore Bukayo Saka et Mikel Merino peu après l'heure de jeu.

Bien qu'ils prennent un peu plus d'avance sur City, ils risquent de voir Aston Villa (3^e, 43 pts) revenir à quatre points dimanche si le club de Birmingham prolonge sa belle dynamique actuelle face à Everton. Si les joueurs de Manchester City espéraient passer devant Arsenal dans la course au titre, le début d'année a douché leurs espoirs, avec trois matches nuls et une défaite en championnat.

Rien n'a fonctionné pour les joueurs de Pep Guardiola à Old Trafford, apathiques comme rarement, y compris depuis le début du déclin, il y a dix-huit mois.

Un certain mérite peut être attribué à Manchester United, qui a abordé ce match en roue libre avec son entraîneur intérimaire, Michael Carrick, probablement là jusqu'en fin de saison après avoir succédé à Ruben Amorim cette semaine. Bryan Mbeumo a trouvé l'ouverture après une longue domination (65^e, 1-0), puis Patrick Dorgu

a fini de décourager les Citizens (76^e, 2-0). Cinquième du classement, Manchester United reste dans la course pour la Ligue des Champions.

Liverpool maladroit

Liverpool (4^e, 36 pts) a de nouveau enregistré une sérieuse contre-performance, face à l'avant-dernier, Burnley (1-1). Les Reds avaient fait le plus dur en ouvrant le score juste avant la pause par Florian Wirtz (42^e), mais ils ont été rejoints par un but de Marcus Edwards (65^e). Les coéquipiers d'Hugo Ekitiké, titularisé pour la première fois depuis le 1^{er} janvier mais dont aucun des six tirs n'a pu faire

la différence, voient tous leurs poursuivants revenir menacer leur place qualificative pour la prochaine Ligue des Champions (cinq équipes en trois points). Ils n'ont remporté aucun de leurs matches de championnat en 2026. Logiquement battu 3-2 par Arsenal mercredi en demi-finale aller de Coupe de la Ligue, Chelsea et son nouvel entraîneur Liam Rosenior sont péniblement venus à bout de Brentford (2-0). Les Blues, sixièmes de Premier League, ont fait preuve

d'une efficacité maximale en marquant sur leurs deux seuls tirs cadrés, ceux de Joao Pedro (26^e) et Cole Palmer, sur pénalty (76^e).

Malgré le premier match du milieu de terrain Connor Gallagher, venu de l'Atlético Madrid, Tottenham s'est incliné 2-1 devant West Ham grâce à un but de Callum Wilson dans le temps additionnel.

L'avenir de son entraîneur Thomas Frank, arrivé l'été dernier, est plus que jamais menacé, comme l'ont chanté les supporters des Spurs, actuellement quatorzièmes.



ESPAGNE

Le Real se reprend

Sifflé en début de match par Bernabéu après sa déconvenue en Coupe, le Real Madrid a renoué avec le succès face à Levante (2-0) samedi en Liga, grâce notamment au revenant Kylian Mbappé, buteur sur penalty.

Cette victoire contre l'avant-dernier, longue à se dessiner, donne un peu d'air au Real à l'issue d'une semaine très mouvementée, marquée par le limogeage lundi de son entraîneur Xabi Alonso, au lendemain du revers en finale de Supercoupe d'Espagne face au FC Barcelone (3-2).

successeur, l'ancien latéral droit des Merengues Álvaro Arbeloa, s'est offert samedi, le jour de ses 43 ans, un premier succès après son baptême raté mercredi en huitièmes de finale de la Coupe du Roi face à Albacete, club de deuxième division (défaite 3-2).

Grâce à leur victoire contre Levante, les Madrilènes reviennent à un point du Barça en championnat, avant le déplacement du leader dimanche sur la pelouse de la Real Sociedad.

Sifflets et mouchoirs blancs

Les trois points de la victoire en Liga sont plus que bienvenus après deux défaites en une semaine que les supporters n'ont pas digérées. Ils ont accueilli avec des sifflets leurs joueurs, Jude Bellingham et Vinicius en tête, le tout en agitant des mouchoirs blancs et en appelant à la démission du président Florentino Perez.

De retour d'une blessure au genou gauche et laissé au repos par Arbeloa face à Albacete, Kylian Mbappé était titulaire contre Levante.

Après une première période poussive, où il a été le seul à se mettre en évidence en tentant une reprise de volée, c'est lui qui a délivré les siens peu avant l'heure de jeu. Fauché dans la surface par Adrian de la Fuente, le Français a obtenu un penalty qu'il a transformé avec succès (1-0, 58^e).

La rentrée après la pause d'Arda Güler à la place d'Eduardo Camavinga, peu à son avantage, a également fait du bien aux Madrilènes. Un corner frappé par le jeune Turc a été repris de la tête par Raul Asencio qui a mis le Real à l'abri (2-0, 65^e). De quoi faire taire pour le moment les sifflets.

«Ce qui s'est passé à Albacete n'aurait pas dû arriver, nous nous sentions coupables et nous voulions redresser la barre (...) Nous jouions devant nos supporters et nous voulions renverser la situation», a déclaré Asencio à Real Madrid TV.

Les Madrilènes devront toutefois se montrer plus convaincants le week-end prochain face à Villarreal, toujours troisième de Liga à huit points de Barcelone après sa défaite à domicile samedi face au Real Betis (0-2). D'ici là, Madrid affrontera dès mardi Monaco en Ligue des champions.



LIBÉRÉ PAR L'AS ROME

Bove se relancera en Angleterre

Le milieu de terrain italien Edoardo Bove, victime d'un malaise cardiaque en plein match le 1^{er} décembre 2024, a été libéré par l'AS Rome samedi et va pouvoir reprendre sa carrière, très probablement en Angleterre.

«L'AS Rome annonce avoir résilié par consentement mutuel le contrat la liant avec Edoardo Bove», a indiqué la Roma dans un communiqué.

«Aujourd'hui, commence un nouveau chapitre de sa carrière. Dan et Ryan Friedkin (les propriétaires américains

du club, NDLR) souhaitent à Edoardo le meilleur, heureux qu'il puisse continuer à jouer et à poursuivre son rêve sur les terrains de football», poursuit le texte.

Bove, 23 ans, ne peut plus jouer en Italie, en raison de la législation qui interdit à tout pratiquant sportif, amateur ou professionnel, équipé d'un défibrillateur sous-cutané de recevoir une licence.

Selon la presse italienne, l'ancien international Espoirs italien, formé à la Roma dont il a porté le maillot à 92

reprises (quatre buts), devrait rebondir à Watford, en 2^e division anglaise.

Bove a été victime d'un malaise cardiaque le 1^{er} décembre 2024 à la 16^e minute du match de Serie A opposant la Fiorentina, à qui Bove avait été prêté par l'AS Rome, et l'Inter Milan. Transporté d'urgence dans un hôpital de Florence sous le regard désespéré des deux équipes et des spectateurs du stade Artemio Franchi, il est resté hospitalisé treize jours.

FRANCE

L'OM étrille

Angers et se rassure

Avec une première période de très haute volée, Marseille n'a laissé aucune chance à Angers, balayé chez lui (5-2), samedi, pour la 18^e journée de Ligue 1, avant de recevoir Liverpool en Ligue des champions, mercredi.

Ce succès permet à l'OM, 3^e avec 35 points, de ne pas perdre davantage de terrain sur le leader lensois et sur son dauphin, le Paris SG, même si, avec respectivement 43 et 42 points, ils restent à distance respectable. Angers pointe, lui, provisoirement à la 11^e place avec 22 unités. Sans pitié (9-0) avec les amateurs du FC Bayeux (D6), mardi, en Coupe de France, les hommes de Roberto de Zerbi ont démarré sur des bases similaires contre le SCO en menant 4-0 après 40 minutes exceptionnelles. Le technicien italien, qui n'avait pas tari d'éloges sur SCO et son entraîneur, Alexandre Dujoux avant l'aller (2-2), a manifestement pris l'adversaire très au sérieux. Même les difficultés d'acheminement, provoquées par le brouillard à Angers qui a contraint les Phocéens à atterrir à Rennes et à finir leur périple en car, n'y ont rien fait.

Dès la 4^e minute, le gardien angevin Hervé Koffi, tout juste rentré de la CAN, a dû s'employer devant Timothy Weah puis Amine Gouiri. Mais la suite a viré au cauchemar, Mason Greenwood mettant les siens sur orbite en décalant Amir Murillo dont le centre au cordeau a été poussé au fond par Gouiri (1-0, 19^e), avant de doubler la mise après un one-two avec Emerson, d'une frappe aussi soudaine que précise (0-2, 24^e). Inhabituellement maladroit avec le ballon et perméable sans, Angers a de nouveau craqué dix minutes plus tard sur une perte de balle qui a offert à Hamed Traoré un face-à-face avec Koffi qu'il a facilement remporté (0-3, 34^e).

Et que dire du 4^e but ! Une longue séquence de 28 passes qui a duré 1 minute et 13 secondes pour aboutir à un centre de Murillo pour la tête de Weah, sous les yeux d'Angévins totalement spectateurs (0-4, 40^e). Un petit relâchement coupable a bien permis à Angers de réduire le score par Amine Sbaï (1-4, 45+2), mais jamais la mainmise des sudistes sur le match n'a été en danger.

Avant de sortir à la 61^e, Greenwood a encore eu le temps de taquiner la transversale adverse sur une frappe à 18 mètres (53^e), même si le 5^e but est revenu à Igor Paixao, en force (5-1, 89^e).

DIPLOMATIE CULTURELLE

À Sidi Bel Abbès, des poètes algériens et italiens font dialoguer les deux rives

La caravane littéraire et artistique Poètes des deux rives a fait escale, samedi soir, à la Bibliothèque principale Mohamed-El-Kabbati. Une étape placée sous le signe de la poésie, de la musique et de l'échange intellectuel, dans le cadre du rapprochement culturel entre l'Algérie et l'Italie.



SAMY TERKI

La caravane littéraire et artistique algéro-italienne Poètes des deux rives a fait halte, samedi soir, à Sidi Bel Abbès, à la Bibliothèque principale de lecture publique Mohamed-El-Kabbati. Cette rencontre s'inscrit dans une démarche de renforcement des échanges culturels et du dialogue civilisationnel entre l'Algérie et l'Italie, à travers la poésie, la musique et la réflexion intellectuelle. Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel, en collaboration avec l'Institut culturel italien d'Alger, la manifestation a proposé un programme riche et pluriel. Lectures poétiques communes réunissant des poètes algériens et italiens, interventions intellectuelles et prestations musicales issues des patrimoines des deux pays ont rythmé la soirée, témoignant de la densité des liens culturels entre les deux rives de la Méditerranée. Selon Nouredine Addad, représentant

de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel, cette rencontre reflète « la richesse du patrimoine culturel commun entre les deux rives de la mer Méditerranée ». Il a souligné que l'initiative « contribue à l'ancrage de la culture de la lecture et de l'échange intellectuel, et renforce le rayonnement des institutions culturelles, ainsi que leur ouverture sur leur environnement national et international », tout en mettant en avant son importance pour la promotion de la créativité algérienne. Pour la directrice de la Bibliothèque principale de lecture publique Mohamed-El-Kabbati, Mme Warda Hakimi, l'accueil de cette caravane « traduit le rôle central que joue la bibliothèque dans la promotion de l'action culturelle et l'ouverture aux expériences littéraires internationales ». Elle a également estimé que « la caravane Poètes des deux rives constitue un véritable espace de dialogue culturel et une opportunité de rapprocher le public, notamment les jeunes, de la poésie, des arts et des langues

». Au-delà des rencontres littéraires, la délégation artistique italienne a bénéficié d'un programme de découvertes culturelles. Une visite du musée Ghenja, site emblématique de la wilaya, a permis aux invités de prendre la mesure du patrimoine historique et artistique local, reflet d'une mémoire culturelle enracinée. Le Théâtre régional de Sidi Bel Abbès, considéré comme l'un des hauts lieux culturels nationaux, a également été au programme, avec une présentation de son histoire et de son rôle dans la promotion de l'art théâtral et l'accueil de grandes manifestations culturelles. L'étape de Sidi Bel Abbès s'inscrit dans le parcours de la caravane Poètes des deux rives, après une première halte à Tlemcen. La clôture de cette initiative culturelle est prévue à Alger, poursuivant ainsi son ambition de faire circuler la parole poétique et artistique entre les territoires et les cultures.

À Béjaïa, Ciné-parcours rend hommage à Chérif Aggoune

La manifestation culturelle Ciné-parcours Béjaïa, dédiée au septième art, s'est tenue du 15 au 17 janvier à la maison de la culture de la wilaya de Béjaïa. Cette édition a été placée sous le signe de l'hommage au réalisateur Chérif Aggoune (1951-2019), figure majeure du cinéma algérien et reconnu comme l'un des pionniers du cinéma amazigh. Intitulé « Mémoire et transmission », l'événement a proposé un temps de réflexion autour d'un parcours cinématographique singulier, à travers des projections, des conférences et des espaces d'échange. L'objectif affiché : questionner l'héritage laissé par le réalisateur tout en inscrivant son œuvre dans une dynamique de transmission auprès des nouvelles générations. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée au sein de l'atelier cinéma de la maison de la culture, qui porte désormais le nom de Chérif Aggoune. Acteurs culturels, passionnés de cinéma et proches du défunt étaient présents pour ce moment de reconnaissance collective. À cette occasion, Hakim Abdelfettah, l'un des organisateurs de la manifestation, a précisé : « Cet espace sera dédié exclusivement à la formation dans le domaine du cinéma ». Le court-métrage Taggara n Lejnun (La fin des Djinn), réalisé en 1990, a été projeté lors de l'ouverture. Cette œuvre, emblématique du travail de Chérif Aggoune, a donné lieu à une prise de parole durant laquelle plusieurs intervenants ont évoqué un homme animé par une passion profonde et exigeante pour le cinéma. Le réalisateur signera par la suite son premier long-métrage, L'Héroïne, en 2013, confirmant une trajectoire artistique marquée par l'engagement et la singularité du regard. Tout au long de cette édition, Ciné-parcours Béjaïa a proposé un programme « dense » mêlant rencontres, conférences et projections de courts-métrages, favorisant les échanges entre professionnels, étudiants et amateurs. Un « forum » intitulé « Penser, partager et faire vivre le cinéma à l'université » a notamment réuni les animateurs de ciné-clubs issus de plusieurs universités et écoles à travers le pays, soulignant le rôle central de l'institution universitaire dans la diffusion de la culture cinématographique.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

À TIZI OUZOU, L'UMMTO ACCÉLÈRE SA MUE NUMÉRIQUE

L'Université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou (UMMTO) a récemment mis en service sa bibliothèque numérique, marquant une nouvelle étape dans le processus de modernisation et de transformation digitale engagé par l'institution. Ce projet s'inscrit dans une dynamique plus large visant à adapter les infrastructures universitaires aux exigences contemporaines de l'enseignement et de la recherche. Pour Mme Sadjia Hakem-Yahiaoui, directrice de la bibliothèque universitaire, il s'agit de « d'un projet majeur pour notre université, conçu pour moderniser l'accès aux ressources documentaires, faciliter la consultation et le suivi des publications scientifiques, et offrir aux étudiants, enseignants et chercheurs un outil performant et centralisé ». La bibliothèque numérique représente, selon elle, « une étape stratégique dans la transformation numérique des bibliothèques universitaires et dans la valorisation de leurs collections, en mettant à disposition un environnement numérique riche et structuré, capable de répondre aux besoins croissants d'information et de recherche de notre communauté universitaire ». Au-delà de l'échelle locale, Mme Hakem-Yahiaoui estime que le développement de ce type d'outil pourrait « constituer une première

étape vers un projet national de mise en réseau des bibliothèques universitaires algériennes, menant à terme à la création d'une bibliothèque numérique commune à toutes les universités ». Cette initiative s'inscrit dans la dynamique nationale de numérisation impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant la modernisation de l'ensemble des secteurs, y compris celui de l'enseignement supérieur. Elle s'aligne également sur la stratégie de transformation numérique conduite par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. « Ces projets présentent ainsi une avancée essentielle dans la transformation numérique et la valorisation des ressources des bibliothèques universitaires, positionnant l'UMMTO comme un acteur de référence dans ce domaine », a rappelé la responsable. Insistant sur l'orientation stratégique de l'université, Mme Sadjia Hakem-Yahiaoui souligne : « Vu que le numérique est aujourd'hui au cœur de notre stratégie de l'université, à la bibliothèque universitaire de l'UMMTO, nous avons entrepris plusieurs actions pour accompagner cette transformation ». Parmi celles-ci figure l'adoption du Système normalisé de gestion des bibliothèques, Syngeb sous réseau, qui a permis l'informatisation

des fonds documentaires de l'ensemble des bibliothèques de l'université et le déploiement d'outils de recherche performants, tels que le catalogue en ligne (OPAC), le Catalogue collectif des bibliothèques de l'UMMTO (CCU MMTTO) ainsi que des services de prêt automatisé. La bibliothèque universitaire participe également au Catalogue collectif algérien (CCDZ), contribuant à la mutualisation et à la visibilité des ressources documentaires à l'échelle nationale. « Cette année, nous franchissons une nouvelle étape avec Syngeb web, une version entièrement en ligne, offrant la consultation et la réservation à distance, une intégration directe avec Moodle et les bases de données scientifiques, ainsi qu'une sécurité renforcée », a annoncé la directrice, se félicitant par ailleurs du lancement d'un dépôt institutionnel numérique (DSpace). Ce dispositif vise à valoriser la production scientifique de l'université et à rendre les travaux de recherche accessibles en ligne. « Chaque année, nous renforçons notre offre de ressources électroniques », a-t-elle assuré, précisant qu'un projet d'automatisation par RFID est actuellement en cours afin d'optimiser la gestion des prêts et la sécurité des collections. L'introduction d'applications d'intelligence artificielle des-

tinées à améliorer les services en ligne est également envisagée. Forte de quelque 40 453 titres, la bibliothèque universitaire de l'UMMTO développe par ailleurs une « stratégie de communication » axée sur le marketing de l'information via les réseaux sociaux. Cette présence numérique permet, selon Mme Hakem-Yahiaoui, une communication directe, fluide et interactive avec les usagers, contribuant à mieux informer la communauté universitaire, à renforcer la visibilité des services et à maintenir un lien constant entre les bibliothèques et leur public. En amont de la mise en service de la bibliothèque numérique, la bibliothèque universitaire avait organisé, en collaboration avec les bibliothèques des différentes facultés, une semaine dédiée au numérique. Accueillie par la bibliothèque centrale, cette manifestation s'inscrivait dans une démarche de modernisation et de valorisation des ressources numériques. Elle visait à sensibiliser l'ensemble de la communauté universitaire (étudiants, enseignants, chercheurs et personnels) à l'importance du numérique dans la gestion, l'accès et l'exploitation des ressources documentaires. Un programme dense et varié avait été proposé à cette occasion.

Trait d'esprit

“Nous avons deux choix dans la vie : le premier est d'accepter les choses comme elles sont et le deuxième est de prendre la décision de les changer.”

XX

Youcef Belmehdi reçoit le consul général d'Algérie à Djeddah



Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a reçu, hier, Mohamed El-Habib Zahana, consul général d'Algérie à Djeddah, au siège du ministère. Selon un communiqué du

ministère, « le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, le Dr Youcef Belmehdi, a reçu aujourd'hui, 18 janvier 2026, à son siège, M. Mohamed El Habib Zahana, nommé consul général d'Algérie à Djeddah, en Arabie saoudite, qui lui a rendu une visite de courtoisie avant qu'il prenne ses fonctions ».

Une journée pour mieux comprendre et accompagner l'autisme à Tizi-Ouzou



L'Établissement public de santé de proximité d'Iferhounène, situé dans la daïra d'Aïn El Hammam, à environ 70 km au sud-est de Tizi Ouzou, a organisé samedi dernier en collaboration avec l'Association Djurdjura d'Aide aux Enfants

Autistes une journée de sensibilisation sur l'autisme. Cet événement s'est tenu à la bibliothèque communale d'Iferhounène et visait à informer, échanger et sensibiliser le grand public sur l'autisme. L'objectif principal était de favoriser une meilleure compréhension de ce trouble pour mieux accompagner et soutenir les enfants autistes ainsi que leurs familles..

Pluies torrentielles dans certaines wilayas jusqu'à mercredi

Selon une alerte de l'Office national de la météorologie (ONM), de fortes pluies toucheront aujourd'hui les plaines de l'Ouest et du Centre-Ouest. Des précipitations significatives, estimées entre 40 et 60 mm, avec des pointes pouvant localement dépasser les 80 mm, sont prévues. Cette alerte, considérée comme critique, restera en vigueur jusqu'à mercredi à 09 h 00. Elle concerne les wilayas de Tipaza, Chlef, Mostaganem, Aïn Defla, Tissemsilt, Relizane, Mascara, ainsi que le nord des régions de Tiaret et Saïda. Ce phénomène météorologique accentue les risques d'inondations et de crues soudaines des oueds. Le centre du pays sera également marqué par une importante instabilité à partir de lundi après-midi. Les wilayas de Tizi Ouzou, Boumerdès, Alger, Bouira, Blida et Médéa sont sous vigilance orange. Des précipitations estimées entre 20 et 40 mm sont prévues dans ces régions d'ici mardi matin à 9 heures.

Démantèlement à Alger d'un réseau de passeurs maritimes

Selon un communiqué de la Sûreté de wilaya d'Alger, la brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la Circonscription administrative de Chéraga (Alger) a démantelé un réseau criminel composé de trois individus, spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines. « Les services de la wilaya d'Alger, représentés par la brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la Circonscription administrative de Chéraga, ont démantelé, le week-end dernier, un réseau criminel composé de trois individus spécialisés dans l'organisation de traversées clandestines et ont saisi une embarcation dotée d'un moteur marin », précise



la même source. L'affaire a été déclinée « suite à des informations parvenues à ladite brigade selon

lesquelles un groupe d'individus s'appropriait à organiser des traversées clandestines ». Les investiga-

La Journée de la commune célébrée en présence de Hassiba Boulmerka à Béjaïa

Kamel Eddine Kerbouche, wali de la wilaya de Béjaïa, a procédé, hier, lors des festivités organisées à l'occasion de la Fête nationale de la commune, célébrée chaque année le 18 janvier, à l'inauguration de la piscine semi-olympique dédiée au martyr Kamel Zaouche, rendant ainsi hommage à sa mémoire et exprimant une profonde reconnaissance envers les sacrifices des valeureux martyrs. Dans la continuité de cette journée, le wali s'est ensuite rendu à une exposition mettant en avant les

diverses activités et services proposés par la municipalité. Parmi les personnalités marquantes présentes lors de l'événement, la championne Hassiba Boulmerka a apporté son soutien. Le wali a également inauguré un terrain de sport scolaire, conçu dans le cadre d'une initiative visant à renforcer les infrastructures sportives essentielles et à encourager la pratique du sport parmi les élèves et les jeunes. Ce projet aspire à déceler et valoriser les talents tout en promouvant un mode de vie sain.

Tramway interrompu entre Kharouba et El Annasser après un incident

La Société d'exploitation des tramways (SETRAM) a annoncé hier l'interruption du trafic au niveau des stations Kharouba et El Annasser. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook officielle, l'entreprise a précisé que le tramway n'était actuellement pas disponible entre les stations Kharouba et El Annasser en raison d'un incident survenu sur la ligne.

L'EXPRESS

Malika Bendouda lance les premières rencontres pour moderniser la gestion culturelle en wilaya

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a donné le coup d'envoi, ce dimanche à Alger, des premières rencontres d'évaluation réunissant les directeurs de wilaya de la culture et les responsables des établissements sous tutelle. Placées sous le thème « Rencontres sur l'action culturelle en wilaya : de l'administration au management », ces assises visent à impulser une dynamique de modernisation dans la gestion des politiques culturelles locales, en réponse aux mutations institutionnelles et aux défis posés par la création de nouvelles wilayas.

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, hier à Alger, le lancement des premières rencontres d'évaluation impliquant les directeurs de wilaya de la culture et les responsables des établissements placés sous tutelle. Ces rencontres, organisées sous le thème "Rencontres sur l'action culturelle en wilaya : de l'administration au management", ont pour objectif de fournir des directives essentielles et de garantir leur mise en œuvre effective à l'échelle locale. Lors de son discours inaugural au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, en présence des participants issus des structures culturelles, Mme Bendouda a insisté sur l'accompagnement des mutations liées aux nouveaux concepts de régions culturelles qui allient homogénéité et diversité. Elle a souligné que la création récente de nouvelles wilayas entraînera une redéfinition de la carte culturelle nationale. Pour répondre à cette évolution, la ministre a encouragé une gouvernance basée sur des principes tels que la performance, l'efficacité et la capacité à dynamiser les activités culturelles, afin de positionner la culture comme un secteur générateur de valeur. Mme Bendouda a rappelé les efforts fournis par l'État algérien dans le développement d'infrastruc-



tures dédiées à la culture, notamment les Maisons de la culture, les bibliothèques, les théâtres, ainsi que dans les travaux de restauration du patrimoine. Elle a exhorté à cultiver l'esprit d'initiative et

d'innovation dans la conception et la réalisation des événements culturels. Elle a également plaidé pour un cadre nouveau dans le pilotage des projets culturels, tout en mettant l'accent sur une coopération renforcée entre établissements au sein d'une même wilaya et à travers les différentes régions du pays. Selon elle, une coordination efficace entre les responsables locaux, régionaux et centraux est indispensable. Les performances futures seront évaluées en fonction du niveau d'intégration et de collaboration atteint. Cette évaluation s'appuiera sur des indicateurs clairs comme l'accomplissement des objectifs fixés, l'efficacité des actions entreprises et leur rentabilité. Au cours de cette rencontre, des ateliers dédiés à divers thèmes tels que le patrimoine et le livre ont été organisés, accompagnés par des interventions présentées par les directeurs de la culture et les responsables impliqués dans divers projets culturels. Ces échanges ont porté sur la mise en œuvre des programmes proposés et leur impact concret.